



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

« *Notre devoir : vous informer* »

S O M M A I R E

Les effectifs militaires des Etats de l'Union européenne	Page 2
Après l'Ukraine, la Russie prépare la guerre d'Europe	Page 4
Le contre-espionnage militaire s'interroge sur le rôle de certains syndicats dans la déstabilisation de l'industrie de défense	Page 19
Carte – Les ressources de l'Ukraine en minerais stratégiques	Page 21
Chine : mise en place de l'initiative pour une civilisation mondiale	Page 23
La France dans une OTAN qui se réveille	Page 30
Défense : avons-nous les moyens de nos ambitions industrielles ?	Page 34



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

Les effectifs militaires des Etats de l'Union européenne

La capacité de défense d'un pays peut s'évaluer selon plusieurs critères. Outre le budget qui y est consacré ou les technologies militaires à sa disposition, les effectifs de son armée sont à prendre en compte.

Les pays les plus peuplés du monde sont aussi ceux qui comptent le plus de militaires actifs. En 2025, la Chine en possède plus de 2 millions et l'Inde pas moins de 1,45 million, les deux pays comptant 1,4 milliard d'habitants chacun. Les Etats-Unis ferment le podium, avec un effectif de plus d'1,3 million de militaires actifs pour une population proportionnellement bien moindre de 342 millions d'habitants.

A ces officiers en période d'activité (forces armées actives) peuvent s'ajouter des réservistes, des hommes et des femmes qui consacrent une partie de leur temps à la défense de leur pays sans en faire leur seul métier. Enfin, certains pays comptent des forces paramilitaires, organisées selon la discipline militaire mais hors des forces armées nationales et qui ne font donc pas officiellement partie des forces de sécurité de l'Etat.

A noter que sept Etats de l'Union européenne conservent un service militaire. C'est le cas par exemple de la Grèce, de l'Autriche, du Danemark, de la Finlande... Le service national est essentiel dans le cas de certains pays d'Europe pour assurer la défense de leur territoire. L'effectif de conscrits (engagés pour une durée de plusieurs mois) constitue une base importante pour ces pays, comme en Estonie, qui compte un nombre presque équivalent de militaires de carrière que de conscrits.

Pologne, France, Allemagne et Italie : les armées les plus importantes de l'Union européenne En termes d'effectifs, la Pologne compte l'armée la plus importante de l'Union européenne avec 202 100 militaires actifs (sur une population d'un peu moins de 37 millions d'habitants). Au second rang, les forces armées de France comptent 200 000 militaires d'active (sur une population de plus de 68 millions d'habitants), auxquels s'ajoutent 41 000 réservistes. L'Allemagne, pays le plus peuplé de l'Union avec une population de plus de 83 millions d'habitants, dispose de 181 600 militaires actifs et 33 000 réservistes.

En quatrième position, l'Italie enregistre quant à elle 165 500 actifs (sur une population de plus de 58 millions d'habitants) et 18 000 réservistes. Parmi les Etats membres de l'UE qui jouissent d'effectifs militaires supérieurs à 100 000 actifs se trouvent également la Grèce (142 700) et l'Espagne (133 282).

La puissance militaire d'un Etat ne se mesure pas uniquement au nombre de ses effectifs humains. Ainsi, la puissance stratégique d'une nation peut reposer sur trois critères principaux : l'économie (qui s'appuie également sur la démographie et la géographie du pays), la technologie (ou l'innovation et la performance) et les moyens militaires. D'autres critères fondamentaux entrent en jeu tels que la détention de l'arme nucléaire, la capacité de projection de force, la possibilité de mener des opérations extérieures...

Au sein de l'Union européenne, c'est la France qui possède l'armée la plus puissante en 2025, selon le site Global Firepower. Le classement la situe à la 7e place mondiale, juste derrière le Royaume-Uni. L'Italie, l'Allemagne et l'Espagne sont respectivement aux 10e, 14e et 17e rang mondial, juste avant l'Ukraine en 20e position.

Pour la majorité des pays de l'UE, moins de 50 000 militaires actifs Hormis les exemples cités ci-dessus, les armées européennes comptent en moyenne de faibles effectifs d'officiers, en comparaison d'autres puissances géopolitiques à travers le monde.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

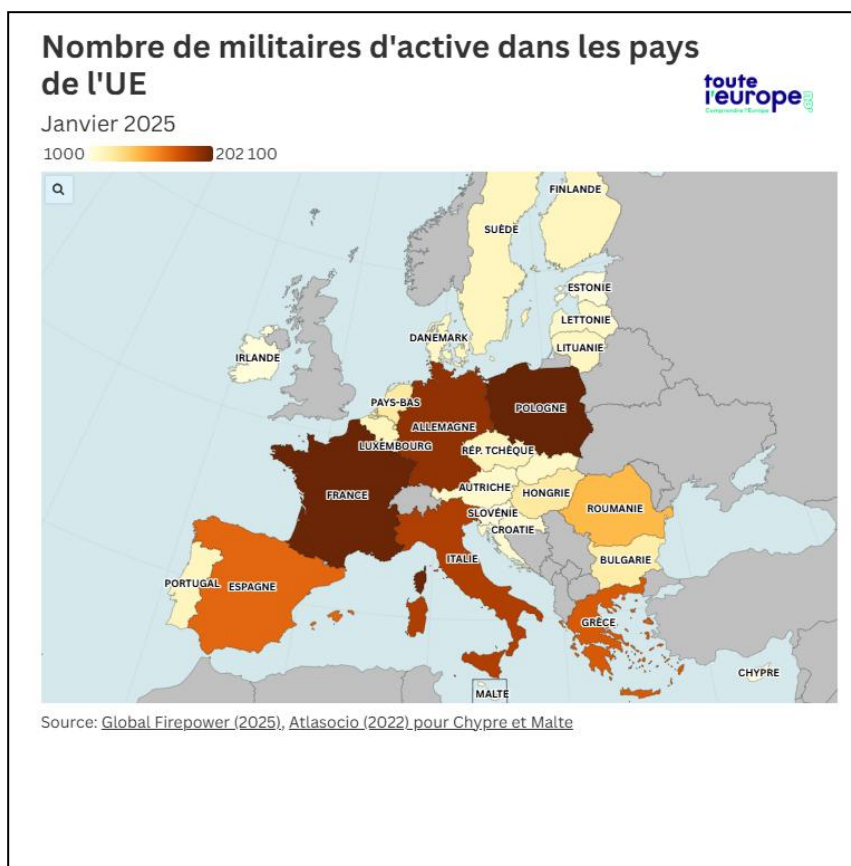
Cela va souvent de pair avec des dépenses militaires réduites de la part des Etats : prenons l'exemple de l'Autriche, qui ne consacre que 1 % de son PIB à la défense et de l'Irlande, où les dépenses militaires ne représentent que 0,2 % de son PIB. Ces chiffres s'accompagnent d'armées peu nombreuses : 16 000 personnels actifs pour Vienne et 7 765 seulement pour Dublin.

Parmi les armées dont les effectifs sont les plus faibles figurent les pays ayant la population la moins importante. Ainsi, Chypre et Malte comptent respectivement 12 000 et 2 000 militaires d'active. De même pour deux des trois pays baltes : 7 700 pour l'Estonie et 17 250 pour la Lettonie.

Enfin, plusieurs Etats membres de l'Union possèdent une armée qui oscille entre 25 000 et 45 000 militaires d'active. C'est le cas des Pays-Bas (41 380), de la Bulgarie (37 000), de la République tchèque (28 000) et de la Belgique (25 000). Concernant la Roumanie, 51e armée mondiale d'après le classement de Global Firepower, on y compte tout de même 81 300 militaires d'active (et 55 000 réservistes).

Nombre de militaires d'active dans les pays de l'UE (2025)

Allemagne	181 600
Autriche	16 000
Belgique	25 000
Bulgarie	37 000
Chypre	12 000 (chiffres 2022)
Croatie	14 325
Danemark	20 000
Espagne	133 282
Estonie	7 700
Finlande	24 000
France	200 000
Grèce	142 700
Hongrie	41 600
Irlande	7 765
Italie	165 500
Lettonie	17 250
Lituanie	23 000
Luxembourg	1 000
Malte	2 000 (chiffres 2022)
Pays-Bas	41 380
Pologne	202 100
Portugal	24 000
République tchèque	28 000
Roumanie	81 300
Slovaquie	19 500
Slovénie	7 300
Suède	24 400



<https://www.touteurope.eu/l-ue-dans-le-monde/carte-les-effectifs-militaires-des-etats-de-l-union-europeenne/>



Après l'Ukraine, la Russie prépare la guerre d'Europe

Cela fait aujourd'hui trois ans que la rédaction est mobilisée pour essayer de couvrir et de penser la guerre du siècle où nous vivons — au cœur de l'Europe, la plus violente et la plus transformatrice. Depuis le 24 février 2022, nous avons publié plus de 400 analyses tactiques du front et près d'un millier de cartes et graphiques. Ce travail est mené de manière indépendante grâce à vous, nos lectrices et lecteurs. Si vous souhaitez contribuer à notre développement, nous vous demandons de penser à vous abonner au Grand Continent.

À l'heure où s'engage entre les États-Unis et la Russie une négociation à l'issue incertaine, où un défaitisme inquiétant semble prendre le dessus en Europe, il faut parvenir à regarder avec lucidité et réalisme les intentions et les motivations profondes du président russe.

C'est pour nous une question stratégique existentielle. Pour cela il faut dégager les biais d'analyse et les vœux pieux qui prévalaient il y a trois ans, à la veille de l'invasion, quand nombre d'experts des relations internationales affirmaient que l'armée russe n'envahirait pas l'Ukraine. Jugeant des intentions adverses à l'aune de leur propre rationalité, ils en voulaient pour preuve qu'elle n'en avait pas les moyens et que le Kremlin n'y avait de toute façon pas intérêt. Ils estimaient aussi que la posture russe était par nature défensive et réactive et non offensive et agressive.

De même, il est tentant — et rassurant — aujourd'hui de tenir pour acquis que le Kremlin voudrait mettre fin à la guerre en Ukraine et qu'il pourrait se satisfaire d'un arrangement reconnaissant la souveraineté russe sur les territoires conquis depuis 2014. L'argumentaire est en apparence tout aussi raisonnable : la Russie aurait intérêt à mettre fin à la guerre car sa situation macroéconomique se dégrade et que l'armée russe n'a plus les moyens de soutenir la même intensité de combat ; elle aurait, de plus, déjà essuyé une défaite stratégique en raison de l'élargissement de l'OTAN à la Suède et à la Finlande, de sa perte d'influence dans l'espace post-soviétique et de sa dépendance sans précédent à la Chine.

Un examen approfondi de la Russie — des positionnements du président russe et des figures qui définissent aujourd'hui la doctrine du Kremlin — suggère plutôt le contraire.

Il y a lieu de douter de la possibilité d'un règlement rapide du conflit en Ukraine et d'un retour durable à la paix en Europe. Les objectifs maximalistes de départ n'ont quasiment pas été révisés, les moyens économiques et humains mobilisés sont loin d'être épuisés et la brutalité guerrière en Ukraine — de même que les actions subversives en Europe — n'a cessé de s'amplifier, dans un effort de coercition permanent. L'armée russe a certes subi une très forte attrition en hommes et en matériels en 2024, mais elle conserve des capacités de régénération et l'ascendant sur le champ de bataille.

Le Kremlin se sert de la guerre non pas seulement pour conquérir et subjuguier l'Ukraine, mais pour militariser la société russe et transformer l'ordre mondial.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

Voudra-t-il interrompre cette machine de guerre sur laquelle reposent ses grands desseins, les investissements dans l'appareil de défense et un nouveau « contrat social » fondé sur la mobilisation permanente ? Les paramètres économiques, militaires et socio-politiques que nous prenons ensemble dans cette étude montrent tous que l'effort militaire — et donc le danger — s'inscrivent dans la durée. Les Européens seraient avisés de prendre au mot le ministre russe de la Défense lorsqu'il envisage, en présence de Vladimir Poutine, la possibilité d'un conflit avec l'OTAN en Europe d'ici à dix ans 1.

Les objectifs maximalistes de départ n'ont quasiment pas été révisés, les moyens économiques et humains mobilisés sont loin d'être épuisés et la brutalité guerrière en Ukraine n'a cessé de s'amplifier, dans un effort de coercition permanent.

L'ambivalence des indicateurs économiques

Avant d'examiner les intentions du Kremlin, voyons d'abord dans quelle mesure ses moyens sont contraints et si les obstacles rencontrés sont assez graves pour infléchir sa volonté.

L'état de l'économie russe suscite des débats : des fragilités macroéconomiques sont apparues ces derniers mois, sans que soit remise en cause la priorité accordée à la défense et à l'effort de guerre, de sorte qu'on peut s'interroger sur la soutenabilité du modèle. Une autre difficulté tient au manque de fiabilité des sources et à la manipulation des données statistiques.

L'économie russe a bien mieux résisté aux sanctions que prévu. Après avoir subi une contraction de 1,9 % en 2022, le PIB russe a connu un rebond important dès l'année suivante. Sa croissance était de 4,1 % en 2023 et en 2024 d'après Rosstat, l'agence publique russe de statistiques. En 2022, une forte hausse des prix du pétrole a permis de dégager près de 200 milliards de dollars d'excédent budgétaire, alors que le coût de la guerre était estimé à 150 milliards de dollars par an 2. Depuis, les revenus tirés de la vente des hydrocarbures se sont réduits, notamment en raison des sanctions, même s'ils restent significatifs. Après avoir atteint le chiffre record de 590 milliards de dollars en 2022, ils s'établissent en 2024 à 113,2 milliards de dollars (11,13 trillions de roubles au taux de change de janvier 2025) 3.

Les choix budgétaires opérés à l'automne 2024 indiquent clairement que la priorité est à la poursuite de la guerre. Il est prévu que le budget de la défense augmente de 25 % en 2025 par rapport à 2024 ; il dépassera la somme des dépenses allouées à la politique sociale, à la santé, à l'éducation et au soutien de l'économie 4. En 2025, 8 % du PIB sera consacré à la défense et à la sécurité nationale. Les dépenses de défense stricto sensu (sans la sécurité nationale) représenteront environ 137 milliards de dollars (13,5 trillions de roubles, contre 4,7 trillions de roubles en 2022).

La Russie présente un taux d'endettement plutôt bas. La dette du gouvernement fédéral ne dépassait pas 13 % en 2024 — par comparaison, la dette publique de la France se montait, l'an dernier, à 112 % du PIB. La dette extérieure russe représentait 1,4 % du PIB en 2024 5.

Page 6



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

De sources russes, le budget fédéral a connu un déficit de 1,7 % du PIB en 2024 (contre 6,1 % du PIB en France qui n'est pas en guerre). Cela dit, il est difficile à la Russie de financer un déficit même faible. Récemment, plusieurs indicateurs se sont dégradés : le rouble a décroché ; l'inflation est forte, supérieure aux 9,5 % déclarés officiellement ; les taux directeurs ont été relevés à 21 % pour tenter de juguler l'inflation ; les taux de crédit immobilier peuvent dépasser 30 %. Cette situation a suscité de la part d'hommes d'affaires influents des critiques acerbes à l'encontre de la directrice de la Banque centrale, Elvira Nabioullina, auparavant encensée. Sergueï Tchemezov, le directeur du conglomérat de défense Rostec, un ancien agent du KGB proche du président russe, a même mis en garde contre la possible faillite de nombreuses entreprises 6.

Les Européens seraient avisés de prendre au mot le ministre russe de la Défense lorsqu'il envisage, en présence de Vladimir Poutine, la possibilité d'un conflit avec l'OTAN en Europe d'ici à dix ans.

Parmi les économistes, les avis divergent sur l'interprétation à donner à ces mauvais chiffres. Certains estiment que les sanctions commencent à porter leurs fruits et que l'économie russe pourrait bientôt entrer en stagflation, en raison de sa dépendance aux importations et du coût du crédit. D'autres, sans minimiser les difficultés, soulignent sa résilience aux chocs extérieurs, attribuée à son faible taux d'endettement, à ses capacités de financement interne, à la baisse de la part des hydrocarbures dans les revenus fiscaux du gouvernement fédéral, mais aussi à la vitalité du secteur privé et à l'augmentation du nombre d'entreprises depuis 2022 7. Dans ces conditions d'incertitude, il est prudent de considérer que ces difficultés ne sont pas de nature à modifier à court terme le calcul du Kremlin sur la guerre en Ukraine et que l'économie russe reste assez robuste pour porter l'effort de guerre pendant encore plusieurs années.

La guerre a par ailleurs constitué un effet d'aubaine pour beaucoup de Russes. Les soldes des militaires combattant sur le terrain ukrainien (3 000 dollars par mois) sont huit fois supérieures au salaire moyen en province. Cet afflux d'argent a provoqué un boom de la construction dans des contrées pauvres et reculées 8. Aussi les autorités peuvent-elles craindre le contrecoup social d'une démobilisation rapide. Parmi les élites, les conséquences de la guerre ont également présenté des opportunités d'enrichissement.

Près de 1 000 entreprises occidentales ont quitté la Russie après 2022 9. En représailles des sanctions occidentales, les autorités russes les ont empêchées de vendre leurs actifs à plus de 5 % du prix réel ; beaucoup ont même dû les céder pour un rouble symbolique 10. Le média russe indépendant The Bell a recensé les 100 rachats d'entreprises occidentales les plus lucratifs et classé les 41 plus gros acquéreurs : parmi eux figurent des proches du président russe, mais aussi des personnes peu en vue, devenues milliardaires en dollars grâce à la guerre en Ukraine.

Ces expropriations rendent la rupture des liens économiques avec les pays occidentaux sinon irréversible du moins durable ; elles obèrent, en plus, la capacité de Moscou à attirer des investisseurs.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Les investissements directs étrangers en Russie ont atteint, en 2024, leur plus bas niveau depuis quinze ans, y compris venant de « pays amis » comme la Chine, en raison de la crainte qu'inspirent les sanctions secondaires américaines. Leur levée, dans le cadre de la négociation russo-américaine, donnerait un certain répit à l'économie russe.

Les soldes des militaires combattant sur le terrain ukrainien (3 000 dollars par mois) sont huit fois supérieures au salaire moyen en province.

L'asymétrie des moyens militaires

La volte-face de Washington en faveur de Moscou et la suspension probable de l'aide militaire américaine à l'Ukraine accentuent la différence de profondeur stratégique entre les deux belligérants. Les ressources financières, matérielles et humaines dont dispose Moscou sont supérieures à celles de Kyev — à moins que les Européens augmentent encore leur soutien. Reste à savoir si elles suffisent pour envisager, après une pause opérationnelle, une nouvelle attaque d'ampleur sur l'Ukraine ou encore une guerre contre l'OTAN dans quelques années.

Suivant la doctrine soviétique, l'armée russe ne cherche pas seulement à éliminer les forces adverses, mais à anéantir l'intégralité du système ennemi, de façon à lui enlever la capacité et la volonté de poursuivre le combat. Elle fait un usage massif et indiscriminé des feux sur le front, tout en multipliant les attaques sur l'arrière, dans une stratégie assumée de terreur à l'égard des civils ukrainiens et de pression vis-à-vis des autorités ukrainiennes et des partenaires internationaux de l'Ukraine. Depuis le mois de mars 2024, des milliers de bombes planantes, dont le guidage est amélioré par des drones de reconnaissance, ont été utilisées pour détruire les infrastructures critiques ukrainiennes, entraînant des alertes permanentes, des coupures d'électricité et un ralentissement marqué de l'activité économique. Touché par plus de 1 000 attaques depuis 2022, le réseau électrique dépend désormais à 70 % de trois centrales nucléaires et menacerait de s'effondrer 11.

La Russie, pays de 140 millions d'habitants, déploie désormais 570 000 hommes sur le terrain ukrainien, contre 150 000 au début de son invasion. De sources officielles, l'Ukraine, pays d'aujourd'hui 22 millions d'habitants, dispose pour sa part d'une armée de 880 000 hommes 12. Les pertes humaines et matérielles sont colossales des deux côtés. Mark Rutte, le nouveau secrétaire général de l'OTAN, estime que le nombre de tués et de blessés a dépassé le million. En 2024, année particulièrement meurtrière, la moyenne mensuelle des personnels militaires mis hors de combat se situait entre 30 000 et 35 000 hommes pour chaque camp. Il existe plusieurs méthodes pour évaluer les pertes, aucune n'étant parfaitement fiable : on peut les déduire du nombre de matériels perdus sur le champ de bataille, recenser les avis de décès ou calculer la surmortalité des hommes dans l'enregistrement des testaments.

Selon l'expert militaire russe Pavel Luzin, l'armée russe comptait, en janvier 2025, 700 000 tués, blessés et portés disparus ; les pertes irréversibles (morts et blessés graves qui ne reviendront pas au combat) se montaient à 400 000. Parmi eux, on comptait 5 400 officiers tués, en majorité des officiers subalternes d'un grade équivalent à lieutenant ou capitaine dans l'armée française 13.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

Sachant qu'il y a en général un mort pour trois blessés, ces chiffres sont cohérents avec le décompte effectué par le média indépendant russe Mediazona qui a dénombré, à partir de sources ouvertes, 91 059 militaires russes tués en Ukraine, identifiés et enterrés entre février 2022 et juin 2024, et qui estime, en se fondant sur la méthode des déclarations de succession, qu'il y avait déjà au moins 120 000 tués en juin 2024 14.

Suivant la doctrine soviétique, l'armée russe ne cherche pas seulement à éliminer les forces adverses, mais à anéantir l'intégralité du système ennemi, de façon à lui enlever la capacité et la volonté de poursuivre le combat.

Dans ces conditions d'attrition, la capacité de régénération est primordiale. À l'été 2024, l'armée russe a perdu, pour la première fois, la supériorité des feux. Ses ressources d'artillerie s'épuisent, ce qui la contraint à puiser dans les stocks soviétiques et à s'approvisionner auprès d'alliés. La Corée du Nord lui aurait fourni au moins six millions d'obus, ainsi que des centaines de missiles ; elle met désormais des troupes à disposition. L'Iran lui a déjà vendu des milliers de drones Shahed 136 et lui a livré 200 missiles balistiques de moyenne portée à l'été 2024. Cette coopération militaire contribue à une interconnexion croissante des foyers de tension, tout en étant révélatrice des limites de la base industrielle de défense russe. Les usines d'armement peuvent difficilement augmenter leurs capacités de production, sauf pour les drones, à moins de réduire les exportations ou de convertir des usines civiles 15. Elles souffrent notamment d'un déficit de main-d'œuvre ; en octobre 2024, le taux de chômage se situait à 2,3 % — un record depuis 1992 — et 1,6 million d'emplois étaient à pourvoir 16.

Malgré tout, l'armée russe a acquis une expérience unique, en particulier dans le maniement des drones de tous types, le guidage des missiles et des bombes planantes ou la guerre électronique ; elle s'est aussi transformée en profondeur pour devenir une force de combat, certes hétéroclite, mais puissante, constituée de soldats professionnels, de volontaires, de mercenaires, de mobilisés, de conscrits et, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, de prisonniers de droit commun. L'âge maximal de la conscription est passé de 27 à 30 ans. Un effort législatif significatif a accompagné ce changement. La nomination d'Andreï Belousov, ancien conseiller du président pour les questions économiques et ancien vice-Premier ministre, à la tête du ministère de la Défense, ainsi que l'arrestation ou le limogeage d'une quinzaine de hauts gradés et de hauts fonctionnaires, marquent la volonté de combattre la prévarication. Le nouveau ministre a notamment pour mission d'améliorer la préparation opérationnelle des combattants, d'accélérer la régénération de l'outil de défense et de renforcer l'efficacité de la production des drones et des munitions 17.

Enfin, le recrutement se poursuit à un rythme élevé, ce qui permet à l'armée russe de combler ses pertes, mais non d'augmenter ses effectifs. La Russie aurait incorporé 300 000 recrues en 2024. L'objectif annoncé par Vladimir Poutine est de porter les forces russes à 1,5 million d'hommes en recrutant 350 000 militaires supplémentaires 18. D'où la hausse des primes à l'engagement et le recours toujours plus fréquent à des mercenaires étrangers ; d'où aussi la forte contrainte exercée sur les prisonniers et les personnes en détention provisoire pour qu'ils s'enrôlent dans l'armée ; d'où enfin les pressions faites sur les conscrits (260.000 par an) pour qu'ils signent un contrat d'engagement dès leur incorporation.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

L'armée russe a acquis une expérience unique, en particulier dans le maniement des drones de tous types, le guidage des missiles et des bombes planantes ou la guerre électronique.

Alors qu'en Ukraine, des experts militaires sonnent l'alarme sur le manque d'infanterie et des problèmes de commandement et que des figures de la société civile, comme Taras Tchmout, le directeur de la fondation Come Back Alive, appellent en vain à abaisser l'âge du recrutement de 25 à 20 ans, l'armée russe prévoit de recruter des dizaines de milliers de prisonniers en 2025. Tout bien considéré, en dépit des limites de la production militaro-industrielle, le Kremlin accepte les sacrifices pour atteindre ses objectifs de guerre ; il consent à essayer des pertes considérables et à subir des préjudices économiques.

La question est de savoir pour combien de temps il le peut encore.

L'impérialisme et le revanchisme pour raisons d'être

Un enchevêtrement de motivations sécuritaires et identitaires a conduit Vladimir Poutine à décider d'envahir l'Ukraine, mais des deux, les motivations identitaires étaient et restent les plus puissantes. À lire et à écouter les dirigeants russes, à observer leurs actions, il apparaît qu'ils sont mus par l'impérialisme et le revanchisme : s'ils souhaitent réduire l'Ukraine sous leur dépendance, c'est qu'ils considèrent qu'elle n'existe pas et que les intérêts de sécurité de la Russie ont été bafoués ; c'est aussi qu'ils estiment qu'un leadership régional incontesté est nécessaire à sa sécurité et à sa réputation, afin de créer une zone tampon et d'affirmer son statut de grande puissance.

En décembre 2021, trente ans, mois pour mois, après la dissolution de l'Union soviétique, un mois après le tricentenaire de la fondation de l'empire russe par Pierre le Grand, Moscou exigeait, sous forme d'ultimatum voilé, des garanties écrites concernant la non-entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN et présentait le renoncement au « compromis de Bucarest » comme un impératif non négociable. Parmi ses autres demandes figuraient la fin des exercices et des manœuvres de l'OTAN près des frontières russes et l'interruption de toute coopération militaire de pays membres de l'OTAN avec l'Ukraine. Les dirigeants russes annonçaient aussi leur intention de revoir les fondements de leurs relations avec les pays occidentaux. Par une formule volontairement absconse, ils suggéraient que l'OTAN devait retrouver ses frontières de 1997, contestant ainsi la légitimité des élargissements de l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale ayant autrefois appartenu au pacte de Varsovie 20.

Ces objectifs demeurent, mais de nouveaux sont apparus. Depuis l'invasion de l'Ukraine, les buts de guerre du Kremlin sont clairs : au prétexte de « dénazifier » et de « démilitariser » l'Ukraine, il s'agit en fait de subjuguier sa population et de détruire son État. Dans les territoires occupés d'Ukraine, des politiques de répression et de russification forcée visent à éradiquer toute trace de la culture et de la langue ukrainiennes 21. Vladimir Poutine dénie à l'Ukraine le droit d'exister en tant qu'État-nation, au motif qu'elle n'aurait pas de profondeur historique, ce qui est un moyen parmi d'autres de s'appropriier l'héritage de la Rus de Kiev et d'effacer plusieurs siècles d'histoire. À partir du milieu du XIVe siècle et pour 300 à 450 ans suivant les régions, l'Ukraine a été placée sous l'autorité du grand-duché de Lituanie et du royaume de Pologne.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

Connectée à l'Europe, elle était notamment peuplée de cosaques zaporogues, attachés aux idéaux de liberté et d'égalité, tandis que la Moscovie se trouvait jusqu'en 1480 sous le joug mongol des khans de la Horde d'or.

Considérant que les Russes et Ukrainiens forment un seul et même peuple, le président russe nie l'existence de la nation ukrainienne 22. Cette idée d'une unicité indépassable rappelle la vieille thèse slavophile du peuple russe trinitaire (*triedinyj russkij narod*), composé des « Grands-Russes » (les Russes), des « Petits-Russes » (les Ukrainiens) et des « Russes-blancs » (les Biélorusses), à laquelle continue d'adhérer l'Église orthodoxe russe du Patriarcat de Moscou qui estime, par ailleurs, que sa juridiction canonique s'étend à l'Ukraine. Dans les milieux conservateurs russes, la volonté d'écraser toute velléité d'autonomisation de l'Ukraine existe de très longue date. En 1863, le critique littéraire Mikhaïl Katkov n'écrivait-il pas que la perte de l'Ukraine signifierait « une mutilation du corps de la Russie et de l'âme russe » : « L'Ukraine n'a jamais eu d'histoire en propre, n'a jamais été un État autonome. Le peuple ukrainien est un peuple purement russe, depuis toujours un peuple russe, une partie essentielle du peuple russe, qui ne peut sans le peuple russe rester ce qu'il est. Il ne peut y avoir de rivalité entre les parties nord et sud d'une même nation, c'est aussi impensable qu'entre deux mains ou deux yeux d'un organisme vivant » 23.

Depuis que le plan opérationnel initial prévoyant la « décapitation » du pouvoir ukrainien a échoué, la destruction de l'Ukraine en tant que nation et qu'entité indépendante se poursuit à tous les niveaux. On estime à 6,1 millions le nombre d'Ukrainiens réfugiés à l'étranger, à 3,7 millions le nombre de déplacés internes en Ukraine et à 12,7 millions le nombre d'Ukrainiens ayant besoin d'une aide humanitaire urgente 24. Entre le 24 février 2022 et le 31 décembre 2024, la guerre a fait, en plus des dizaines de milliers de morts au combat, au moins 40 832 victimes civiles parmi lesquelles on compte 12 456 morts recensés, dont 650 enfants 25. On estime à 16 000 le nombre de civils ukrainiens retenus incommunicado, sans procès, dans des prisons russes, et à 20 000 le nombre d'enfants déportés en Russie 26. Les dommages matériels sont gigantesques. En novembre 2024, 27 000 immeubles, 209 000 maisons individuelles, 130 000 machines agricoles et 515 hôpitaux avaient déjà été détruits, endommagés ou saisis par les Russes 27.

Depuis que le plan opérationnel initial prévoyant la « décapitation » du pouvoir ukrainien a échoué, la destruction de l'Ukraine en tant que nation et qu'entité indépendante se poursuit à tous les niveaux.

En juin 2024, le président russe avait énoncé, dans un discours au corps diplomatique russe, les conditions d'un cessez-le-feu qui vaudrait capitulation. Il exige que l'armée ukrainienne se retire complètement des quatre régions ukrainiennes annexées par la Russie « dans leurs frontières administratives existantes au moment de leur intégration à l'Ukraine », que l'Ukraine accepte un statut de neutralité et qu'elle renonce officiellement à adhérer à l'OTAN, alors que cette perspective d'adhésion à l'OTAN est inscrite dans la constitution ukrainienne. Enfin, la souveraineté russe sur les territoires conquis ne souffre, prétend-il, aucune contestation possible au motif qu'elle découlerait « d'une consultation populaire, conformément au droit international, aux lois de la Fédération de Russie et à la législation des régions concernées » 28. Affectant la modération, le Kremlin a annoncé, le jour de la première rencontre entre des négociateurs russes et américains en Arabie



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

saoudite, le 18 février 2025, qu'il « concédait » à l'Ukraine le droit de rejoindre l'Union, tout en répétant sa ferme opposition à ce qu'elle puisse rejoindre l'OTAN, ce que Donald Trump a déjà exclu.

L'art de dissimuler ses intentions réelles

La question est désormais de savoir si ces déclarations correspondent aux objectifs réels.

Une difficulté constante dans l'analyse des intentions du Kremlin tient au fait que les dirigeants russes cultivent l'ambiguïté au moyen de divers procédés rhétoriques, maniant avec ruse et adresse tant le double langage que l'inversion accusatoire. Cet art de semer le trouble et d'instiller le doute trouve de multiples illustrations et diverses gradations. Il a démontré, ces trois dernières années, son efficacité à discréditer l'Ukraine et l'Europe.

Un premier subterfuge consiste à imputer la responsabilité de la guerre en Ukraine aux pays occidentaux. Suivant un poncif éculé datant de l'époque soviétique, les États-Unis seraient les vrais auteurs de guerre, tandis que la Russie appartiendrait au camp du bien et de la paix. En février 2022, l'agression de l'Ukraine a ainsi été présentée comme une opération de sauvetage des populations civiles du Donbass menacées de génocide par une « junte fasciste » (autre invective de guerre froide). En janvier 2025, Nikolaï Patrouchev, un faucon proche de Vladimir Poutine qui a dirigé le FSB, puis le Conseil de sécurité, feignait de se lamenter que « l'imposition par la force de l'idéologie néonazie et d'une russophobie féroce mène à l'anéantissement de villes ukrainiennes autrefois prospères, comme Kharkov, Odessa, Nikolaev ou Dniepropetrovsk », tout en s'empressant d'ajouter qu'il « n'excluait pas que dans l'année à venir l'Ukraine cesse purement et simplement d'exister » 29.

De même, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a saisi l'occasion du 80e anniversaire de la conférence de Yalta, le 4 février 2025, pour se présenter en fervent défenseur de la Charte des Nations unies et du principe de l'égalité souveraine des États. Alors que l'invasion de l'Ukraine — une guerre d'agression non provoquée — constitue une attaque délibérée et frontale contre les principes de la Charte des Nations unies, il estime que la Russie aurait été « forcée d'écarter les conséquences explosives » de la volonté des États-Unis d'imposer « un ordre international fondé sur des règles » et son emprise géopolitique sur l'Europe orientale. Sous sa plume, l'agresseur se métamorphose en libérateur des peuples opprimés, tandis que l'agressé se transforme en méchant colonisateur : « après le coup d'État de février 2014, le régime de Kiev ne représente plus les habitants de Crimée, du Donbass et de Novorossia, tout comme les métropoles occidentales ne représentaient pas les peuples des territoires coloniaux qu'elles avaient exploités » 30. Cette capacité à inverser les responsabilités et à distordre la réalité a fait ses preuves. Donald Trump n'a-t-il pas été jusqu'à déclarer que « l'Ukraine n'aurait pas dû commencer » la guerre ?

Un deuxième subterfuge consiste à multiplier les signaux contradictoires.

Les discours officiels revêtent souvent un caractère lénifiant : on y trouve de longs développements historiques, martelés à l'envi, mais nulle trace de la violence de guerre qui frappe l'Ukraine et de la



violence verbale qui se déchaîne dans les débats télévisés des chaînes d'État aux heures de grande écoute depuis trois ans 31. Ces discours pontifiants présentent un contraste saisissant avec les algarades de personnes connues pour leur proximité avec l'administration présidentielle, voire avec le président russe lui-même. Dans ce même discours aux diplomates, prononcé quelques jours avant de recevoir un accueil triomphal à Pyongyang dans un décor stalinien, Vladimir Poutine déclarait qu'une attaque sur l'Europe serait une « absurdité totale », tout en reprochant aux États-Unis leur « messianisme agressif fondé sur la croyance en leur propre exceptionnalisme » 32. La veille, l'ancien président Dmitry Medvedev, devenu vice-président du Conseil de sécurité, appelait les Russes à infliger le maximum de préjudices aux pays imposant des sanctions à la Russie 33. L'avant-veille, jour de l'indépendance en Russie, il publiait sur sa chaîne Telegram une carte de la Russie incluant l'Ukraine tout entière 34.

Le fait est que, par des moyens détournés, le pouvoir russe signale régulièrement qu'il n'a pas renoncé à conquérir toute l'Ukraine. Un autre exemple éloquent à cet égard est l'interview télévisée donnée en janvier 2025 par Margarita Simonyan qui dirige la chaîne RT et l'agence de presse Rossiâ Sevodnâ depuis leur création et qui, à ce titre, porte la parole officielle. Présentant d'abord sagement ce que seraient des « conditions acceptables » pour la Russie, elle se voit opportunément interrompue par le journaliste qui fait mine de s'étonner qu'il faille renoncer à Odessa, ce à quoi elle répond de but en blanc qu'elle serait tout à fait favorable à ce qu'Odessa, Kharkiv et Kyiv soient aussi conquises 35. Nul besoin de se perdre en conjectures sur la signification de ces contradictions apparentes. Ce jeu de dupes sert à obscurcir l'analyse et à paralyser l'action, tout en suggérant une prétendue modération du président russe.

Par des moyens détournés, le pouvoir russe signale régulièrement qu'il n'a pas renoncé à conquérir toute l'Ukraine.

La guerre comme vecteur de transformation de la société russe

Tout porte à croire que la conquête ou la neutralisation de l'Ukraine n'est pas une fin en soi. La guerre en Ukraine est aussi un moyen d'atteindre d'autres objectifs, sur le plan national et international. En Russie, la guerre marque l'aboutissement d'un projet politique qui offre pour horizon d'avenir un retour dans le passé soviétique ; elle a conduit au durcissement de la censure et de la répression et au renforcement de l'autocratie et du militarisme.

L'invasion a mis un coup d'arrêt aux relations humaines et commerciales qui s'étaient nouées avec l'Europe depuis la fin de la guerre froide. La société russe se trouve isolée du fait des entraves à la circulation de l'information ordonnées par les autorités russes, mais aussi des restrictions de visas, de l'interruption des transactions bancaires et de la suspension des vols aériens imposées par l'Union. La société civile et l'opposition politique russes sont complètement atomisées. On estime à 600 000 le nombre de Russes ayant quitté définitivement leur pays depuis 2022. Les politiciens les plus en vue ont été arrêtés et emprisonnés ; certains ont depuis été échangés contre des espions. Le plus connu d'entre eux, Alexeï Navalny, qui avait fait de la dénonciation de la haute corruption son cheval de bataille et dont les organisations avaient été « liquidées » dès 2021 pour « extrémisme »,



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

est mort en prison en 2024, le jour de l'ouverture de la conférence de Munich sur la sécurité et de la signature d'un accord de sécurité de l'Ukraine avec la France et l'Allemagne. Comme le montre un récent rapport d'OVD Info, en trois ans, le système répressif russe s'est à la fois stabilisé et durci : on observe une diminution du nombre de poursuites judiciaires pour des critiques de la guerre, mais une augmentation du nombre de condamnations à de lourdes peines 36. Enfin, comme à l'époque soviétique, les services secrets russes se sont réorganisés pour surveiller et intimider les Russes exilés 37, tout en recourant au crime organisé pour mener leurs missions à l'étranger 38.

Les autorités russes ont également profité de la guerre pour consolider leur emprise sur l'espace informationnel russophone, par des moyens répressifs, administratifs et techniques. De nombreux médias russes et des réseaux sociaux occidentaux ont été interdits en Russie dès le mois de mars 2022. Quelque 1 500 journalistes ont fui le pays et 66 rédactions se sont reconstituées à l'étranger. Pour diminuer leur audience en Russie, Roskomnadzor, l'agence de surveillance des communications, bloque l'accès à leur site et crée des sites miroirs. Pour les réduire au silence, le ministère russe de la Justice les ajoute aux listes d'« agents de l'étranger » et d'« organisations indésirables », sachant qu'un citoyen russe collaborant avec une « organisation indésirable » 39 s'expose, en cas de récidive, à une peine de cinq ans de prison — la « collaboration » pouvant se résumer à un « like » sur les réseaux sociaux. Parmi les 195 « organisations indésirables » recensées à ce jour, on compte non seulement les meilleurs médias russes indépendants, mais aussi, depuis janvier 2025, l'Institut de philosophie indépendant fondé en France pour maintenir le dialogue entre les philosophes russophones. Signe que la volonté de contrôler l'information ne faiblit pas, de nombreux correspondants étrangers, notamment français, sont désormais privés d'accréditation 40.

En Russie, la guerre marque l'aboutissement d'un projet politique qui offre pour horizon d'avenir un retour dans le passé soviétique ; elle a conduit au durcissement de la censure et de la répression et au renforcement de l'autocratie et du militarisme.

Enfin, les autorités utilisent la propagande et la répression pour imposer leur vision de la guerre et impulser les changements sociaux et politiques nécessaires à leurs objectifs de long terme. L'Administration présidentielle investit des sommes énormes (1,1 milliard d'euros) dans la lutte informationnelle, en Russie même et dans les territoires occupés d'Ukraine, tout en cherchant à recréer des organisations de façade chargées de porter la parole officielle 41. Soumise à une intense propagande, la société russe ne s'oppose pas à la poursuite de la guerre qui lui est présentée comme une guerre de légitime défense contre un Occident menaçant. De récents sondages indiquent que la population russe serait favorable à la paix, mais pas sans la victoire 42. Le sociologue russe Lev Goudkov, ancien directeur du Centre Levada de sondages d'opinion (et « agent de l'étranger » depuis février 2025), soulignait la prégnance de certains préjugés sur l'identité : « La conscience impériale se reflète dans le fait que les Russes se perçoivent comme des sujets d'une Grande Puissance, c'est-à-dire comme une ressource humaine et matérielle pour le régime. Ils sont privés de leur propre volonté et de leurs propres intérêts en dehors de l'espace personnel et familial. [...] Le 'droit' de contrôler ces anciens territoires est vu comme une preuve de la puissance étatique » 43.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

De manière plus inquiétante encore, la guerre a entraîné une militarisation de la culture et de l'éducation. Les jeunes constituent une cible privilégiée, le pouvoir présumant leur manque de loyauté. L'embrigadement de la jeunesse s'effectue tant à l'école que pendant les temps de loisirs. Un enseignant d'une petite ville de l'Oural a filmé les séances d'endoctrinement dans son lycée pour en faire un film et montrer « comment la propagande fait du pays une machine de guerre » 44. L'armée de la jeunesse, la « lounarmâ », prend de l'ampleur et change de nature. Créée en 2016, elle a d'abord été chargée de donner une éducation patriotique. Dotée d'un budget annuel de 40 milliards de roubles (415 millions d'euros), elle vise désormais à inculquer le sacrifice de soi en cultivant la mémoire historique, tout en fournissant une instruction militaire rudimentaire. Les enfants apprennent, dès leur plus jeune âge, à monter et démonter une kalachnikov et surtout à manier des drones. D'après le ministre russe de la Défense Belousov, le mouvement réunissait 1,6 million d'enfants et d'adolescents en mai 2024 45. Ils seraient, en février 2025, 1,75 million, alors que l'objectif proclamé est de généraliser cet apprentissage avec les 18 millions de mineurs que compte la Russie 46. L'efficacité de ce programme reste à démontrer, les résistances étant répandues et les disparités régionales marquées. Toutefois, il faut bien reconnaître que la militarisation des jeunes est révélatrice des intentions de long terme d'un régime et que cette « armée de la jeunesse » permettrait d'obtenir rapidement la masse en cas de guerre totale.

La guerre comme instrument de désoccidentalisation du monde

Au niveau international, le Kremlin s'est servi de la guerre en Ukraine pour mettre en scène sa confrontation avec les pays occidentaux et accentuer les divisions du monde. Les dirigeants russes sont entrés en croisade contre « l'hégémonie occidentale ». Derrière leur volonté de désoccidentalisation du monde se dissimule un projet de refonte de l'ordre international qui consacrerait un nouvel impérialisme et le retour des sphères d'influence. En s'engageant dans les négociations sur l'Ukraine, ils cherchent un nouveau partage du monde, et non la paix.

Pour accélérer la « désoccidentalisation » du monde, la Russie se montre tout d'abord très active aux Nations unies et plaide en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité. Au motif de « démocratiser » cette instance, elle propose d'élargir la représentation des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud en son sein, soutient la candidature du Brésil et de l'Inde à un poste de membre permanent et s'oppose à l'idée que l'Allemagne et le Japon puissent obtenir ce même avantage. Ensuite, elle propose de créer une « nouvelle architecture de sécurité eurasiatique », tout en s'investissant dans de grandes organisations internationales non occidentales, en particulier les BRICS, dont elle a organisé le dernier sommet à Kazan. À cette occasion, les BRICS se sont élargis à 4 nouveaux membres (les Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Éthiopie et l'Iran) et ont accordé à 13 pays le nouveau statut de « membres partenaires » (et non seulement « observateurs »).

La guerre a entraîné une militarisation de la culture et de l'éducation.

Pour trouver de nouveaux débouchés économiques, les autorités russes s'attachent à séduire la « Majorité mondiale » — terme inventé à Moscou et promu par Karaganov pour remplacer celui de « Sud global » qui présentait l'inconvénient de ne pas inclure la Russie.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

Elles cherchent à réorienter leurs relations économiques vers des « pays amis » et à parachever le tournant vers l'Asie initié après l'annexion de la Crimée. Le volume des échanges avec la Chine est ainsi passé de 145 milliards de dollars en 2021 à près de 245 milliards de dollars en 2024. La Chine, qui a signé un « partenariat stratégique sans limite » avec la Russie à la veille de l'invasion de l'Ukraine, mais qui déclare sa neutralité dans le conflit, importe massivement de Russie du pétrole brut à des prix bradés et, dans une moindre mesure, du charbon et du gaz naturel liquéfié ; elle facilite aussi le contournement des sanctions puisqu'elle assure 50 % des importations russes.

Pour discréditer les pays occidentaux qui apportent leur soutien à l'Ukraine, les dirigeants russes recourent à une diplomatie publique conquérante et à des stratégies informationnelles habiles et agressives. Le messianisme étant, par tradition historique, perçu en Russie comme un attribut imparable de la grandeur, ils entendent porter un message pour le monde. Après Moscou « Troisième Rome » et Moscou « Troisième Internationale », l'heure est à la dénonciation du « néocolonialisme occidental » et à la promotion des valeurs traditionnelles. Ces deux leitmotifs présentent l'avantage de s'adresser au « Sud global » comme à l'Europe, à l'extrême gauche comme à l'extrême droite, sans définir de corpus idéologique autre qu'une critique des évolutions sociétales occidentales. Comme au temps de la guerre froide, il s'agit de vilipender les Occidentaux et de les évincer de certaines régions dans un jeu à somme nulle. La Russie a ainsi contribué à attiser le sentiment antifrançais en Afrique francophone, tout en apportant une assistance militaire et sécuritaire à des juntes aux abois.

Cette résurgence d'un récit anticolonial s'inscrit dans une volonté plus large de faire émerger un nouvel ordre mondial multipolaire 47. S'impose à Moscou l'idée que ce nouvel ordre mondial multipolaire devrait s'ordonner autour d'« États-civilisations ». Les premiers à avoir théorisé ce concept ont été des membres du Club Izborsk, fréquenté par des personnalités d'extrême droite aux vues impérialistes. Fondé en 2012 par le national-bolchevique Aleksander Prokhanov, ce club réunit notamment le métropolitain Tikhon (Chevkounov) qu'on présente comme le directeur spirituel de Vladimir Poutine. Celui qui a le mieux exprimé cette vision est l'idéologue de l'eurasisme Alexandre Douguine. Dans un article publié en mai 2022 sur le site du Club Izborsk, il explique que « l'opération militaire spéciale » constitue un point de bascule du monde unipolaire vers un monde multipolaire : désormais, « le principal acteur de l'ordre mondial multipolaire n'est pas l'État national (comme dans la théorie réaliste des relations internationales), ni non plus un Gouvernement mondial uni (comme dans la théorie libérale des relations internationales), mais l'État-civilisation qu'on peut aussi désigner comme le grand espace, l'empire, l'écoumène » 48.

Or il se trouve que la Russie se définit désormais officiellement comme « un État-civilisation à nul autre pareil » (samobytnoe gosudarstvo-civilizacia), « une vaste puissance eurasiatique et euro-pacifique », « ayant rassemblé le peuple russe et d'autres peuples, composant la communauté culturo-civilisationnelle du Monde russe » 49. La notion figure dans le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie adopté par décret présidentiel en mars 2023 (point 4), tandis que le ministre des Affaires étrangères la reprend à son compte dans ses discours 50. Dernier avatar du discours civilisationnel, le concept d'État-civilisation sert de justification à un nouvel impérialisme qui ne dit pas son nom. Sous couvert de diversité des civilisations s'affirme en réalité une nouvelle



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

hiérarchie des pays, censée soutenir un nouvel ordonnancement du monde. L'État-civilisation s'oppose implicitement à l'État-nation et sous-tend l'idée d'une hiérarchie des pays en fonction de leur culture, de leur taille et de leur ancienneté. Des États se présentant comme des civilisations pourraient ainsi exiger de se voir reconnaître une sphère d'influence dans leur ancienne chasse gardée et des prérogatives particulières dans le nouvel ordre mondial à venir.

Au total, on ne peut que constater la radicalité des ambitions affichées et la cohérence des efforts déployés par le Kremlin depuis trois ans.

Après des élections fabriquées, Vladimir Poutine a été intronisé pour un cinquième mandat présidentiel le 7 mai 2024. La date avait été choisie à dessein — deux jours après Pâques, la fête de la victoire sur les ténèbres, et deux jours avant les commémorations de la victoire sur le nazisme. Après l'inauguration, le patriarche de l'Église orthodoxe russe a prononcé une bénédiction dans la cathédrale de l'Annonciation du Kremlin, qui servait de chapelle privée aux tsars, citant en exemple le prince Alexandre Nevski (1220-1263) qui « n'a pas eu pitié des ennemis, mais qui a été glorifié en tant que saint », avant d'ajouter : « Que Dieu vous aide à continuer de porter le service que Dieu lui-même vous a confié » 51. Nul autre que lui sait de quelle mission il se sent investi et quelle trace il veut laisser dans l'histoire russe pour s'assurer une place auprès de ses plus illustres prédécesseurs.

À l'évidence, cependant, l'état final recherché ne se limite pas à la démilitarisation et la neutralisation de l'Ukraine ou encore à la conquête de quelques territoires dévastés dans leurs frontières administratives. L'objectif ultime serait plutôt une Russie dominatrice et redoutée, ayant retrouvé son statut de grande puissance et effacé l'humiliation de la défaite dans la guerre froide, en repoussant les frontières de l'OTAN et en détruisant l'Union européenne. Une politique d'apaisement ne fera que nourrir l'agressivité. Il revient aux pays européens d'agir sans attendre pour préserver la souveraineté ukrainienne et opposer une force de dissuasion crédible.

Quelle que soit l'issue de la négociation russo-américaine, il faut, pour l'avenir de l'Ukraine et la sécurité de l'Europe tout entière, prendre la mesure du danger, y sensibiliser les opinions publiques, se préparer à l'éventualité d'un conflit avec la Russie et l'empêcher autant que possible de se remettre en ordre de bataille.

Céline MARANGE

Sources

Nikita Abramov, « Belousov prizval Minoborony byt' gotovym k vozmožnomu voennomu konfliktu c NATO » [Belousov a appelé le ministère de la Défense à se tenir prêt à un conflit militaire possible avec l'OTAN], Lenta, 16 décembre 2024, en russe.

« Politolog Kirill Rogov sprognostiroval okončanie vojny v Ukraine pri padenii dohodov Rossii ot èksporta do \$350 mlrd » (Le politologue Kirill Rogov a prévu la fin de la guerre si les revenus d'exportation de la Russie tombent en dessous de 350 milliards de dollars), Agenstvo, 9 octobre 2023, en russe.

« Deficit bûdžeta RF v 2004 sostavil 3,49 trln rublej » [Le déficit du budget de la Fédération de Russie en 2004 s'établissait à 3,49 trillions de roubles], TASS, 20 janvier 2025, en russe.

Heli Simola, « Russia further increases military expenditure at the expense of other financing needs », Bank of Finland Bulletin, 4 octobre 2024 ; Aleksej Vološinov, « GD prinâla bûdžet na 2025 god s rekordnymi tratami na vojnu » [La



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

Douma d'État a adopté un budget pour 2025 avec des dépenses records pour la guerre, DW, 21 novembre 2024, en russe.

L'Institut des économies émergentes de la banque de Finlande constitue des bases de données sur l'économie russe. Anders Aslund, « *The Battle Over Russia's Central Bank Heats Up* », Project Syndicate, 11 novembre 2024.

Richard Connolly, « *Russia's Wartime Economy isn't as Weak as it Looks* », RUSI, 22 janvier 2025.

Laura Solanko, « *Where do Russia's mobilized soldiers come from ? Evidence from bank deposits* », BOFIT Policy Brief, n°1, 2024.

« *Over 1,000 Companies Have Curtailed Operations in Russia—But Some Remain* », décompte de la Yale School of Management, 28 janvier 2024.

Petr Mironenko, « *Why the nationalization of Danone and Carlsberg matters* », The Bell, 23 juillet 2023. The Bell est un média russe indépendant d'investigation sur l'économie, placé sur la liste des « agents de l'étranger ». Ses journalistes s'attachent à décrypter le fonctionnement de l'économie russe et les conséquences économiques de la guerre en Ukraine pour la Russie. Certaines de leurs enquêtes sont traduites en français et en anglais.

Theresa Sabonis-Helf, « *The electricity front of Russia's war against Ukraine* », War on the Rocks, 3 février 2025.

« *Ukraine's military now totals 880,000 soldiers, facing 600,000 Russian troops, Kyiv claims* », The Kyiv Independent, 15 janvier 2025.

Pavel Luzin, « *Russia's Year of Truth : The Soldier Shortage* », Center for European Policy Analysis, 22 janvier 2025.

« *Russian losses in the war with Ukraine. Mediazona count, update* » (en anglais). Le projet présente deux graphiques classant les morts au combat identifiés en fonction de leur âge et de leur région d'origine en Russie (sujet de la Fédération).

Dara Massicot, « *Russian Military Reconstitution : 2030 Pathways and Prospects* », Carnegie Endowment for International Peace, 12 septembre 2024.

Alexandra Prokopenko, « *Russia's Economic Gamble : The Hidden Costs of War-Driven Growth* », Carnegie Endowment for International Peace, 20 décembre 2024.

Kirill Shamiev, « *Resilience strained : How civil-military relations are shaping Russia's war effort* », Ponars Eurasia, Policy memo, 28 octobre 2024.

Yuri E. Fedorov, « *Russian Military Manpower After Two and a Half Years of War in Ukraine* », IFRI, 25 novembre 2024.

Michael Kofman et Ryan Evans, « *Assessing Ukraine's Prospects in 2025* », podcast de War on the Rocks, 27 janvier 2025 ; Tatarigami, « *Why is Ukraine losing ground ? Mobilization crisis and command failures exposed* », EuroMaidan, 3 janvier 2025.

Céline Marangé, « *Un désir de grande Russie ? Réflexions sur la grande stratégie russe* », Le Rubicon, 10 février 2022 ; C. Marangé, « *Russia* », dans Thierry Balzacq, Peter Dombrowski, Simon Reich (dir.), *Comparative Grand Strategy in the Modern Age : A Framework and Cases*, Oxford, Oxford University Press, 2019, p. 50-72.

David Lewis, « *The Quiet Transformation of Occupied Ukraine* », Foreign Affairs, 18 janvier 2024 ; Clara Marchaud, « *Propagande, torture et collaboration : en Ukraine occupée, plongée dans la « terreur silencieuse »* », L'Express, 6 janvier 2025 ; podcasts sur la situation dans les territoires occupés par Clara Marchaud.

Vladimir Poutine, « *On the Historical Unity of Russians and Ukrainians* », site du Kremlin, 12 juillet 2021.

Andreas Kappeler, *Russes et Ukrainiens, les frères inégaux du Moyen Âge à nos jours*, Paris, CNRS éditions, traduit de l'allemand par Denis Eckert, 2022, p. 125.

Rapport du gouvernement britannique sur la situation humanitaire en Ukraine, janvier 2025.

Ukraine civilian war casualties 2024 | Statista

Over 16,000 Ukrainian civilians held captive in Russia – Ukraine's ombudsman | Ukrainska Pravda ; rapport du groupe de protection des droits humains de Kharkiv sur les disparitions forcées et les transferts de personnes en 2022 et 2023 dans les territoires occupés d'Ukraine.

« *Damages to Ukraine's infrastructure due to the war have risen to \$170 billion — KSE Institute estimate as of November 2024* », École d'économie de Kyiv, 14 février 2024.

Allocution de Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie, lors d'une réunion avec la direction du ministère russe des Affaires étrangères, Moscou, 14 juin 2024. Version russe.

Andreï Baranov, « *Nikolaj Patrushev : Ne isključaŭ, čto v nastupivšem godu Ukraina prekratit sušestvovanie* » [Nicolas Patrouchev : Je n'exclus pas que l'Ukraine cesse d'exister dans l'année], Komsomol'skaâ Pravda, 14 janvier 2025, en russe.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

Sergueï Lavrov, « *Pravovym fundamentom mnogopolârnogo mira doljen stat' Ustav OON* » [La Charte de Nations unies doit devenir le fondement juridique du monde multipolaire], *Rossiâ v Global'noj Politike*, 4 février 2025, en russe.

Le site ukrainien War of Words a compilé 100 000 heures de contenus propagandistes issus d'émissions télévisées russes depuis 2012. Il en permet l'analyse rapide grâce à l'intelligence artificielle par le biais d'une recherche par mot clef en plusieurs langues et par l'application de filtres comme la date, le média, l'émission ou l'animateur.

Allocution de Vladimir Poutine du 14 juin 2024 déjà citée.

Andrew Osborn, « *Russians told to mobilise to inflict 'maximum harm' on West in response to sanctions* », Reuters, 13 juin 2024.

« *Guerre en Ukraine : pour Medvedev, l'Ukraine fait déjà partie de la Russie* », La Libre, 12 juin 2024.

Vidéo de l'extrait de l'interview de Margarita Simonyan traduit en anglais.

« *Répressions en Russie en 2024. État des lieux d'OVD-INFO* », 28 janvier 2025 (version en russe ; version en anglais).

OVD Info est un média et une association de défenseurs des droits russes qui documentent les répressions politiques en Russie.

Andreï Soldatov, Irina Borogan, « *The Russian Way in Transnational Repression* », King's Center for the Study of Intelligence Insights, 20 janvier 2025.

Mark Galeotti, « *Gangsters at War. Russia's Use of Organized Crime as an Instrument of Statecraft* », Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 4 novembre 2024.

Françoise Daucé, « *Les "agents de l'étranger" dans la Russie en guerre. Genèse, expérience et recomposition d'un dispositif oppressif* », *Revue française de science politique*, 2023/6, vol. 73, p. 861-881.

« *Russie : la société des rédacteurs du "Monde" condamne la révocation de l'accréditation du correspondant du quotidien* », Le Monde, 5 février 2025.

Holger Roonemaa, « *Kremlin Leaks : Secret Files Reveal How Putin Pre-Rigged His Reelection* », VSquare, 26 février 2024.

Aleksej Levinson, « *Hotim mira. No byt' pobediteliami* » [Nous voulons la paix. Mais être vainqueurs], Levada Center, 24 janvier 2025, en russe ; « *The conflict with Ukraine : Attention, support, attitude to peace negotiations and to contract military service in October 2024* », sondage du Centre Levada, 12 novembre 2024.

Lev Gudkov, « *The war and the Russian imperial consciousness* », *Russia Post*, 21 mars 2023.

La bande annonce du film « *Mr. Nobody Against Putin* » de Pavel (Pasha) Tarankin et David Borenstein ; Olga Romashova « *"They call me a scumbag, but they haven't seen the film". Russian teacher who filmed his school's descent into propaganda during the war now showing the film at Sundance* », *Mediazona*, 30 janvier 2025.

« *Dviženie « Ūnarmiâ » ob'edinâet bolee 1,6 mln učastnikov* » [Le mouvement de l'armée de la jeunesse réunit plus d'1,6 million de participants], Tass, 28 mai 2024, en russe.

Jonna Alava, « *From Patriotic Education to Militarist Indoctrination—Disciplinary Power and Silent Resistance in Russia after the Onset of the War against Ukraine* », *Problems of Post-Communism*, 2025, p. 1-12.

Maxime Audinet, « *À bas le néocolonialisme ! Résurgence d'un récit stratégique dans la Russie en guerre* », *Étude de l'IRSEM*, n° 119, octobre 2024.

Aleksandr Dugin, « *Gosudarstvo-civilizacia* » (L'État-civilisation), site du Club Izborsk, 31 mai 2022, en russe.

Andreï Lipskij, « *Missiâ gosudartsva-civilizacii — peredel mirovogo poriadka* » (La mission de l'État-civilisation est la refonte de l'ordre mondial), *Novaâ Gazeta*, 7 avril 2023, en russe.

Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie adopté le 31 mars 2023, disponible en russe sur le site du Kremlin ; discours de Sergueï Lavrov à la XVIe Assemblée du Monde russe, 2 novembre 2024, disponible en russe et en anglais.

Texte de la bénédiction du patriarche Kirill en russe ; vidéo de la cérémonie.



Le contre-espionnage militaire s'interroge sur le rôle de certains syndicats dans la déstabilisation de l'industrie de défense

En juin dernier, lors d'une audition au Sénat, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, avait indiqué que le nombre d'atteintes « physiques » [intrusions, cambriolages, tentatives d'approche, etc.], contre les entreprises de la Base industrielle et technologique de défense [BITD] avait augmenté depuis le début de la guerre en Ukraine.

« C'est quelque chose qui est très 'Guerre froide', mais qui n'a jamais disparu et qui reprend une force particulière depuis deux ans », avait souligné le ministre. On « n'est pas sur une petite opération de cyberattaque, mais bel et bien sur une opération beaucoup plus structurée de gens qui – au gré d'une visite, au gré d'un cambriolage qui paraît quelconque – tentent une intrusion dans une industrie de défense et dont il nous est clairement apparu que ça n'avait rien de domestique, que c'était bel et bien commandité par un acteur étranger », avait-il ajouté.

En octobre, le Délégué général de l'armement [DGA], Emmanuel Chiva, s'était inquiété de la multiplication des actes malveillants commis contre la BITD française, en évoquant notamment les attaques informatiques. « On voit de plus en plus d'attaques structurées de services étrangers, dirigées plutôt vers des PME et des TPE, qui sont moins bien familiarisées aux moyens de lutte », avait-il ainsi expliqué aux députés.

Aux atteintes physiques et aux attaques informatiques, la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense [DRSD, contre-espionnage militaire] a ajouté une troisième menace pesant sur la BITD : celle de l'ingérence informationnelle à des fins de déstabilisation.

En effet, dans sa dernière lettre d'information économique, la DRSD dit avoir constaté, en 2024, une « complexification des stratégies d'ingérences numériques, déployées par des acteurs malveillants à l'encontre des entreprises françaises de la sphère Défense », celles-ci devant éventuellement faire face à un risque « réputationnel » plus ou moins important selon leur « exposition médiatique » liée à leur implication dans le soutien de la France à l'Ukraine.

Ainsi, la DRSD a observé la « constitution d'écosystèmes de désinformation qui visent à optimiser la visibilité et la diffusion de véritables offensives numériques ».

Cette stratégie repose sur l'exploitation des médias, de la publicité et des réseaux sociaux, via des prestataires chargés de « développer l'infrastructure [marketing, sites internet] de ces campagnes d'influence », explique le contre-espionnage militaire. Elles sont généralement amplifiées par la création et l'utilisation de « médias, authentiques ou non », chargés de diffuser des « articles à charge ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

« Ces derniers nourrissent et crédibilisent des narratifs hostiles aux intérêts de la BITD. La redondance de l'information et les citations circulaires crédibilisent ces narratifs. Ces articles sont ensuite partagés sur les réseaux sociaux, au moyen de comptes officiels, de profils inauthentiques, de sympathisants voire d'influenceurs. Les réseaux sociaux permettent ainsi de créer une caisse de résonance et de favoriser la diffusion de contenus viraux », détaille la DRSD.

L'achat d'espaces publicitaires et la rémunération d' « influenceurs » chargés de relayer ces articles à charge font que les commanditaires de telles campagnes de déstabilisation peuvent parvenir à « toucher une audience large ».

À noter que la DRSD ne désigne par les acteurs de ces campagnes d'ingérence. Elle note seulement qu'il existe des « communautés numériques d'influence qui utilisent le conflit russo-ukrainien à des fins de déstabilisation » et que les « noms des sociétés françaises qui exportent du matériel de guerre sont utilisés autant par les partisans que par les détracteurs des parties impliquées dans le conflit et peuvent devenir les cibles d'attaques informationnelles ».

Cela étant, ces campagnes de déstabilisation ne se déroulent pas toujours dans l'espace numérique. La DRSD évoque en effet le cas d'une lettre qui, distribuée en mars 2024 aux salariés d'une entreprise de la BITD par des « représentants syndicaux », dénonçait « l'offensive de l'industrie de l'armement française dans l'unique but de servir le profit, les intérêts capitalistes et les guerres impérialistes ».

Si la DRSD s'est gardée de citer le syndicat à l'origine de ce tract, le champ lexical utilisé en donne une [petite] idée. « Ce type de narratif, également diffusé sur les réseaux sociaux par certaines organisations syndicales, peut être amplifié à l'étranger, notamment par l'intermédiaire de médias russes adeptes de la désinformation tels que Sputnik Afrique et Pravda », soutient-elle.

Une tel mode opératoire vise à atteindre trois objectifs : « relayer les discours critiques envers les prises de position de la France », « intensifier les campagnes de dénigrement des entreprises françaises de défense » [ce qui peut aussi profiter à leurs concurrents, ndlr] et « inciter les salariés à se mobiliser contre leur employeur ».

« Concrètement, pour les sociétés, une ingérence de ce type peut donner lieu à des contestations internes et des rassemblements aux abords de l'entreprise, ou encore à une perturbation de sa production et de son activité », résume la DRSD.

Enfin, la menace d'un sabotage peut aussi être un moyen utilisé pour déstabiliser une entreprise.

Dans sa lettre d'information, la DRSD donne ainsi l'exemple d'une entreprise qui, après avoir reçu des menaces par courrier et courriel, a été la cible de quatre jets de cocktails Molotov... Lesquels n'ont pas causé de dégâts. « Dans les semaines qui ont suivi cet incident, des survols de drones ont été détectés à plusieurs reprises par les agents de sécurité », a-t-elle expliqué.

opex360.com



Carte – Les ressources de l'Ukraine en minerais stratégiques

par Revue Conflits avec AFP

L'Ukraine possède des réserves importantes de minerais stratégiques, notamment du graphite, du lithium, du titane, du zirconium et des terres rares. Selon le Service géologique ukrainien, ces ressources sont réparties sur l'ensemble du territoire, avec une concentration notable dans l'est du pays, une région partiellement contrôlée par les forces russes depuis le début du conflit en 2014, intensifié par l'invasion de 2022.

Des réserves cruciales pour les technologies et l'industrie

D'après l'Institut des matières premières critiques de l'UE, l'Ukraine détient environ 7 % des réserves mondiales de graphite, essentiel pour la fabrication des batteries. Le lithium, surnommé l'« or blanc » de la transition énergétique, est présent en quantités notables, notamment à Donetsk et Dnipropetrovsk. Selon Reuters, l'Ukraine dispose également de plus de 20 % des réserves européennes de titane, crucial dans l'aérospatiale et l'industrie militaire, et de zirconium utilisé dans les réacteurs nucléaires.

Les terres rares, indispensables aux semi-conducteurs et équipements militaires, sont concentrées à Kramatorsk et Marioupol. L'Institut géologique américain estime que l'Ukraine pourrait devenir un fournisseur majeur pour l'Europe.

Un enjeu stratégique au cœur du conflit

L'Institute for the Study of War indique que le contrôle de ces ressources par la Russie vise à renforcer son autonomie industrielle et à priver l'Europe de matières premières cruciales. L'UE, via la Commission européenne, a signé des accords pour sécuriser l'approvisionnement en minerais critiques, en établissant des partenariats spécifiques avec l'Ukraine visant à développer l'exploration et l'extraction de ces ressources, en augmentant les investissements européens et en réduisant la dépendance chinoise, selon un rapport de la Commission publié en janvier 2025.

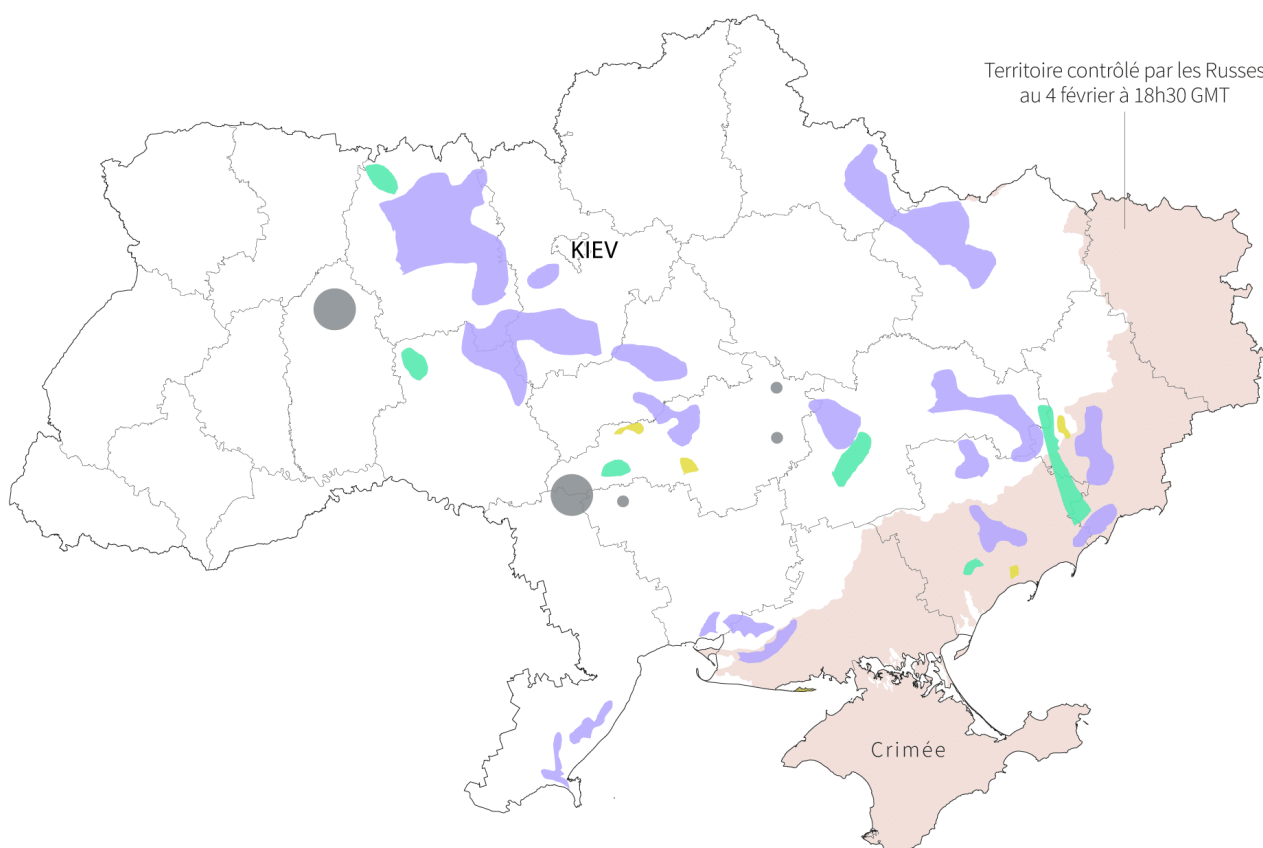
Cependant la guerre perturbe l'exploitation des ressources, avec des mines dans des zones de conflit ou sous occupation. La reconstruction nécessitera des investissements massifs et un cadre stable.

L'accès à ces ressources pourrait être un levier dans les négociations de paix et la reconstruction économique de l'Ukraine.



Les ressources de l'Ukraine en minerais stratégiques

Réerves de ● graphite ● lithium ● titanium, zirconium ● terres rares



Sources : Service géologique ukrainien (sélection de minerais), Institute for the Study of War and AEI's Critical Threats Project





Chine : mise en place de l'initiative pour une civilisation mondiale

jeu. 27 févr. à 13:23

Le 15 mars 2023, Xi Jinping a proposé pour la première fois l'Initiative de civilisation mondiale (ICM) lors de la réunion de haut niveau du PCC en dialogue avec les partis politiques mondiaux. Cette initiative pour une civilisation mondiale vise à bâtir un autre ordre du monde.

Un concept essentiel à connaître pour comprendre la pensée de la Chine sur le monde.

Le 15 mars 2023, Xi Jinping, secrétaire général du Comité central du Parti communiste chinois (PCC), a proposé pour la première fois l'Initiative de civilisation mondiale (ICM) lors de la réunion de haut niveau du PCC en dialogue avec les partis politiques mondiaux.

Lancée après l'initiative mondiale pour le développement et l'initiative mondiale pour la sécurité, l'initiative mondiale pour la civilisation est un autre bien public international que la Chine a offert au monde. Alignée sur les besoins communs de la communauté internationale en matière de renforcement du dialogue et des échanges entre les civilisations et de promotion de la prospérité et du développement culturels, l'ICG renforcera l'influence internationale de la Chine, projetant l'image d'un grand pays responsable.

Les quatre propositions de l'ICG

L'ICG comprend quatre propositions.

(1) La Chine prône le respect de la diversité des civilisations. Les pays doivent défendre les principes d'égalité, d'apprentissage mutuel, de dialogue et d'inclusion entre les civilisations, et permettre aux échanges culturels de transcender l'éloignement, à l'apprentissage mutuel de transcender les affrontements, et à la coexistence de transcender les sentiments de supériorité.

(2) La Chine défend les valeurs communes de l'humanité. La paix, le développement, l'équité, la justice, la démocratie et la liberté sont les aspirations communes de tous les peuples. Les pays doivent garder l'esprit ouvert en appréciant les perceptions des valeurs par les différentes civilisations, et s'abstenir d'imposer leurs propres valeurs ou modèles aux autres et d'attiser la confrontation idéologique.

(3) La Chine souligne l'importance de l'héritage et de l'innovation des civilisations. Les pays doivent exploiter pleinement la pertinence de leur histoire et de leur culture à l'époque actuelle, et favoriser la transformation créative et le développement novateur de leurs cultures traditionnelles raffinées.

(4) La Chine préconise des échanges et une coopération internationale solides entre les peuples. Les pays doivent explorer la construction d'un réseau mondial pour le dialogue et la coopération entre les civilisations, enrichir le contenu des échanges et élargir les voies de coopération pour



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

promouvoir la compréhension mutuelle et l'amitié entre les peuples de tous les pays et faire avancer conjointement le progrès des civilisations humaines.

La Chine a pris des mesures énergiques pour mettre en œuvre l'ICG et faciliter la recherche sur l'ICG. Le 7 juin, lors de sa 78^e session, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté à l'unanimité une résolution proposée par la Chine pour instituer la Journée internationale du dialogue entre les civilisations, désignant le 10 juin comme Journée internationale du dialogue entre les civilisations. La Chine a également accueilli la Conférence sur le dialogue des civilisations asiatiques et a créé le Centre des civilisations anciennes chinoises et grecques ainsi que l'École chinoise d'études classiques à Athènes.

Pourquoi le PCC a-t-il proposé l'AGC ?

Pourquoi le PCC a-t-il pu proposer l'ICG lors du dialogue entre le PCC et d'autres partis politiques mondiaux ? La raison principale est que le PCC a accompli trois choses.

Premièrement, le PCC a acquis une légitimité aux niveaux politique, juridique et moral. Sur le plan politique, le PCC a fondé la République populaire de Chine en 1949, faisant de la Chine un pays reconstitué par un parti politique. Sur le plan juridique, la Chine a retrouvé son siège légitime à l'Organisation des Nations unies (ONU) en 1971. Cela signifie que les pays capitalistes reconnaissent la Chine nouvelle au niveau mondial. En juin 2024, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a annoncé l'inscription de l'Axe central de Pékin : un ensemble de bâtiments illustrant l'ordre idéal de la capitale chinoise, sur la liste du patrimoine mondial. Ce patrimoine englobe la place Tian'anmen et le monument aux héros du peuple, entre autres, créés par le PCC. Cela indique également que l'UNESCO a reconnu la forme de civilisation développée par le PCC. En ce qui concerne les traditions morales, le PCC a adapté le marxisme au contexte chinois en s'appuyant sur la culture traditionnelle chinoise.

Deuxièmement, la pensée de Xi Jinping sur le socialisme aux caractéristiques chinoises pour une nouvelle ère a fourni des orientations idéologiques avancées au PCC. La Pensée est le marxisme de la Chine contemporaine et du 21^e siècle. Elle incarne le meilleur de la culture et de l'éthique chinoises à notre époque. Lénine a utilisé des relations de production avancées pour compenser le manque de productivité, franchissant la Fourche Caudine du capitalisme pour établir l'Union soviétique, mais l'Union soviétique a finalement échoué. Le PCC a largement dépassé la tentative de mise en œuvre du socialisme à l'époque de Lénine, en mettant en avant le concept de nouvelles forces productives de qualité et en soulignant l'importance d'intégrer les principes fondamentaux du marxisme à la culture traditionnelle de la Chine, également connue sous le nom de « deuxième intégration ». Alors que Lénine a réussi à établir un pays socialiste unique, la Chine s'efforce de faire progresser la modernisation commune au niveau mondial par le biais de la modernisation chinoise. C'est pourquoi la Chine a mis l'accent sur le maintien de la grande bannière du socialisme scientifique. La Pensée doit être considérée sous l'angle du développement du socialisme au cours des 500 dernières années. Au cours de cette période, le socialisme est passé d'un concept utopique à la science, de la théorie à la réalité, d'un pays à plusieurs pays, et de l'exploration initiale à



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

l'approfondissement du développement. Au niveau mondial, la réalisation la plus importante du socialisme est le concept d'une communauté mondiale à l'avenir partagé.

Troisièmement, le succès de la Chine a permis au PCC d'avoir son mot à dire sur la scène internationale. Le secret de la réussite de la Chine nouvelle fondée par le PCC est le suivant : le parti politique a reconstitué l'État qui, à son tour, a reconstitué le marché. Le marché a ensuite reconstitué la société, ce qui a conduit à la reconstitution de la civilisation. Tout d'abord, le gouvernement chinois est le gouvernement populaire fondé par le PCC, qui a lutté pour s'emparer du pouvoir d'État. La légitimité du gouvernement chinois est donc reconnue par l'ensemble du peuple chinois et de la nation chinoise. Les partis dirigés par des personnalités telles que l'ancien président sud-africain Nelson Mandela et le Premier ministre indien Narendra Modi sont des partis politiques reconstitués par l'État, et la responsabilité du gouvernement formé par ces partis reconstitués par l'État est limitée.

L'Occident a contribué à la création de nombreux pays en Afrique, suivie de l'émergence de nombreux partis politiques. Avant que ces pays ne parviennent à accroître leur « gâteau » économique et à résoudre les problèmes fondamentaux, ils commencent déjà à diviser le « gâteau ». Par conséquent, la gouvernance dans ces pays est largement infructueuse.

La Chine, au contraire, est un pays créé par un parti politique, et son crédit d'État, qui est pratiquement illimité, repose sur la légitimité du PCC. Cela permet à la Chine d'émettre des bons du Trésor spéciaux à très long terme d'une valeur de 60 000 milliards de yuans (environ 8 220 milliards de dollars américains). Bien entendu, il est essentiel d'adhérer aux principes du développement économique et de répondre aux besoins objectifs de la réalité.

L'État a ainsi reconstitué le marché. Par exemple, les trains à grande vitesse chinois constituent un marché entièrement créé par l'État, puisque le lancement des trains à grande vitesse stimule la croissance du marché du tourisme, de l'immobilier et d'autres secteurs. Certes, le marché joue un rôle décisif, mais la condition préalable est que le marché existe réellement. Le rôle du gouvernement n'est pas simplement de minimiser son implication, mais plutôt d'établir les conditions préalables pour que le marché fonctionne efficacement et de maintenir les conditions nécessaires au fonctionnement du marché, c'est-à-dire un gouvernement efficace et un marché efficient.

Le marché a reconstitué la société. En développant une économie de marché socialiste, la Chine est passée d'une société traditionnelle fondée sur la parenté à une société fondée sur le droit.

Enfin, la société a reconstitué la civilisation. La civilisation chinoise d'aujourd'hui est une nouvelle forme de civilisation humaine établie par le PCC. Le PCC a réalisé la grande unification du pays, de la nation et de l'État en Chine. Un documentaire produit par un Américain en 1944 mentionnait que « la Chine était un pays mais pas encore une nation ». La Chine au sens moderne a été créée par Sun Yat-sen en 1911, sous le nom de République de Chine. Les États-Unis (U.S.) prétendent souvent, sur le ton de la leçon, que la Chine n'a qu'une histoire de 100 ans en tant que pays moderne et



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

qu'elle devrait suivre la logique des États-Unis et de l'Occident, bien que la Chine ait une civilisation ancienne qui remonte à 5 000 ans. Cependant, la Chine a intégré le pays (grande unification), la nation (nation chinoise) et l'État (système politique du peuple) dans la signification du terme « pays » dans le cadre de la modernisation chinoise.

Le PCC n'a pas seulement reconstitué la Chine, mais aussi la nation chinoise, en construisant la civilisation moderne de la nation chinoise. La nation chinoise a été reconnue dans le monde entier pour sa contribution à la civilisation ancienne. Aujourd'hui, elle contribue également à la civilisation moderne, en cherchant à restaurer sa diversité. Dans un sens, il s'agit d'une refonte de la nation chinoise. En fin de compte, la Chine intègre le pays, la nation et l'État dans un tout, c'est-à-dire le peuple. Le pays est son peuple ; le peuple est le pays. Cette théorie, fondée sur le concept du Yin et du Yang et des cinq éléments, diffère de la théorie occidentale de l'évolution historique linéaire, selon laquelle Dieu a créé les cieux et, avec eux, les droits de l'homme ; tout le pouvoir vient de Dieu. En Chine, le gouvernement s'engage à servir le peuple et tout le pouvoir du gouvernement vient du peuple. Il n'est donc pas surprenant que certains Occidentaux aient du mal à saisir le concept d'un pouvoir émanant du peuple et utilisé pour servir ses intérêts.

En proposant l'AGC, le PCC répond à une question que le monde se pose à son sujet : Pourquoi le PCC est-il si compétent et pourquoi le socialisme aux caractéristiques chinoises excelle-t-il ? Tout se résume au fait que le marxisme fonctionne, et que le marxisme adapté au contexte chinois et aux besoins de l'époque fonctionne. Le PCC n'est pas seulement capable de créer une civilisation industrielle. Le PCC est en train de devenir un maître dans l'élaboration d'une civilisation numérique. L'Occident avait l'habitude de croire que la Chine n'en était pas capable et qu'elle ne faisait que copier la civilisation industrielle occidentale. Du point de vue de la civilisation, la raison du succès du PCC est qu'il a dépassé les pratiques de l'apprentissage chinois en tant que substance et de l'apprentissage occidental en tant qu'application au cours des 180 dernières années depuis l'époque moderne. Plus important encore, le PCC a proposé une approche plus intégrée – en coordonnant bien les théories et les applications et en tirant le meilleur parti de toutes les directions.

Comment l'AGC reflète-t-il la « deuxième intégration » ?

Trois signes clés suggèrent que le PCC s'est fortement intégré à l'excellente culture chinoise qui remonte à plus de 5 000 ans.

Tout d'abord, le PCC s'est penché sur la relation entre l'un et le multiple : l'un et le multiple indivisible. Le drapeau national chinois comporte cinq étoiles jaunes à cinq branches qui ne sont pas parallèles les unes aux autres. L'une des étoiles est plus grande que les autres, les quatre plus petites encerclant la grande étoile à sa droite en forme d'arc. Ce dessin symbolise une unité où le plus grand nombre est indivisiblement aligné sur l'unique. Comparez-le avec les drapeaux nationaux des pays occidentaux, par exemple celui de la France. Le drapeau national de la France est tricolore et comporte trois bandes verticales colorées en bleu, blanc et rouge. En bref, l'Occident adopte une structure parallèle tandis que la Chine poursuit une grande unification. Le PCC suit la tradition de la grande unification et a ainsi résolu le problème de la désunion. Le système de coopération



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

multipartite et de consultation politique dirigé par le PCC est un autre bon exemple de la relation unipersonnelle.

Les Occidentaux ont souvent du mal à comprendre la relation « un et plusieurs » dans le système des partis politiques chinois. Outre le PCC, il existe huit autres partis politiques dans le système chinois. Les huit partis reconnaissent explicitement le rôle dirigeant du PCC comme un principe fondamental de la Constitution du Parti. Toutefois, dans la logique de la politique occidentale, il est difficile de comprendre comment un parti est prêt à reconnaître le leadership d'un autre. Cela va totalement à l'encontre de leur conception de ce qu'est un « parti politique ».

De plus, il existe une divergence dans la compréhension du terme « 民主党派 » en Chine. Traduire « 民主党派 » par « parti démocratique » peut facilement conduire à des malentendus, car ce terme a une connotation spécifique dans le contexte occidental qui ne reflète pas la réalité en Chine. De même, le « 党 » du PCC est traduit par « parti », mais cela ne permet pas d'exprimer avec précision ses connotations et ses rôles uniques. Pour établir un cadre intellectuel autonome pour le système des partis politiques chinois, il est essentiel de garantir une expression linguistique précise. Il est impératif d'élaborer un dictionnaire complet qui fournisse des traductions précises et des définitions normalisées pour la terminologie politique unique de la Chine. Si l'on n'y parvient pas et que l'on persiste à utiliser les concepts occidentaux des partis politiques pour interpréter le système chinois, il en résultera sans aucun doute des représentations et des interprétations erronées.

Deuxièmement, le PCC s'est penché sur la relation entre soi et le plus grand nombre. Confucius, l'un des grands philosophes et éducateurs de la Chine ancienne, a dit que « gouverner, c'est redresser. Si vous donnez une direction droite, qui osera marcher de travers ? Si un parti politique n'est pas lui-même droit, il lui est impossible d'amener les autres à l'être. Le PCC insiste sur l'autorévolution, ce que les Occidentaux ont beaucoup de mal à comprendre. Pour les Occidentaux, le pouvoir est intrinsèquement mauvais et la nature humaine est intrinsèquement mauvaise. Ils pensent que des forces extérieures « maléfiques » sont nécessaires pour contrôler leur propre « mal ». À l'inverse, la philosophie chinoise postule que la nature humaine n'est ni intrinsèquement bonne ni intrinsèquement mauvaise. Dans la quête personnelle à quatre niveaux, il y a quatre étapes : cultiver le moi moral, gérer la famille et gouverner l'État, et apporter la paix et l'ordre au monde, ce qui permet d'atteindre un état d'équilibre de l'intérieur. La logique sous-jacente de l'ensemble du système discursif diffère considérablement entre la Chine et l'Occident.

Troisièmement, la relation entre le passé et le présent. Le PCC a une mission pour le passé, le présent et l'avenir de la Chine. Plus précisément, le PCC doit résoudre le grand rajeunissement de la nation chinoise et les problèmes futurs en s'appuyant sur la civilisation chinoise, dont l'histoire remonte à plus de 5 000 ans.

En résumé, le PCC est un parti politique d'un nouveau type de civilisation qui incarne un nouveau type de civilisation politique. Le PCC s'engage à créer une nouvelle forme de civilisation humaine. Il ne peut être compris à travers le concept des partis politiques occidentaux, pas plus qu'il ne peut être interprété du point de vue de la pratique de la formation de cliques pour des gains personnels dans la Chine ancienne.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

La nécessité de l'AGC

L'AGC répond aux attentes de la communauté internationale.

Premièrement, comprendre les raisons du succès du PCC. Le monde entier ne se contente plus d'observer ce que fait la Chine, mais cherche à comprendre les raisons de ses actions. Pourquoi la Chine a-t-elle réussi ? Pourquoi le parti communiste soviétique s'est-il effondré alors que le PCC a survécu ? Des questions similaires sont fréquemment posées. Le PCC a appris du parti communiste soviétique, mais depuis que Mao Zedong a prononcé un discours intitulé « Les dix grandes relations » en 1956, la Chine a commencé à s'écarter du modèle soviétique de modernisation. Après de grands débats et de grandes guerres, la Chine est devenue indépendante pour l'essentiel. Par conséquent, le PCC est passé d'un parti politique subordonné à l'origine à l'Internationale communiste soviétique à un parti ayant des caractéristiques chinoises, et il est désormais un parti politique qui intègre l'âme du marxisme et la racine de la culture traditionnelle raffinée de la Chine

Deuxièmement, tirer parti de l'expérience du PCC en matière de gouvernance. Les déficits de gouvernance proviennent d'un manque de responsabilité des partis politiques, qui à son tour découle du fait que les partis deviennent de simples instruments pour gagner les élections. Adhérant au principe de servir le peuple, le PCC a mis en avant le concept de démocratie populaire dans son ensemble. Dans le système électoral occidental, la démocratie n'est observée que le jour de l'élection. En ce sens, nous pouvons comparer le PCC à une société à responsabilité illimitée, car il est capable de suivre un plan unique du début à la fin, et les autres partis à des sociétés à responsabilité limitée, dont la responsabilité dure de quelques mois à plusieurs années. Le chaos de la gouvernance mondiale découle de l'échec de la gouvernance des États, au cœur de laquelle se trouve la gouvernance des partis. Il y a souvent un décalage entre le cycle de la gouvernance des partis, le cycle du développement économique et les attentes de la communauté internationale. Ce décalage conduit à ce que l'on appelle les « externalités négatives de la gouvernance ». En économie, les externalités négatives désignent la situation dans laquelle les actions d'un agent économique ont un effet préjudiciable sur d'autres agents sans être internalisées par l'acteur. Une situation similaire peut se produire au niveau de la gouvernance des partis. Lorsque la gouvernance des partis d'un pays échoue, il y a souvent une tendance à rejeter la responsabilité sur d'autres pays ou d'autres partis. Ce phénomène exacerbe l'instabilité au sein de la communauté internationale et conduit aux dilemmes de la gouvernance mondiale. Si l'on prend l'exemple des États-Unis, le chaos des élections présidentielles est un cas classique d'« externalités négatives de la gouvernance ». Cette agitation n'affecte pas seulement la capacité de gouvernance des États-Unis eux-mêmes, mais oblige également la communauté internationale à supporter les coûts de ses conséquences politiques instables. La responsabilité et la mission d'un parti politique sont liées. Un parti orienté vers une mission doit rester fidèle à ses aspirations initiales et à sa mission fondatrice. Alors que la Chine ne cesse de renforcer l'éducation dans ce domaine, l'Occident tire également des leçons de l'expérience du PCC en matière de gouvernance.

Les réalisations de la Chine sont enviées non seulement par les autres pays en développement, mais aussi par les pays développés. En fait, de nombreux pays développés adoptent des stratégies et des politiques similaires à celles de la Chine pour tenter de rivaliser avec elle. Par exemple, les États-Unis ont introduit des politiques industrielles, notamment des subventions, et ont créé la



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

Commission nationale de sécurité sur l'intelligence artificielle, en s'inspirant du modèle de gouvernance du PCC. En Inde, le gouvernement Modi a même intégré certains aspects du rôle du CPC dans sa propre gouvernance, en les mêlant à l'hindouisme. Les pays africains sont également désireux de s'inspirer de l'exemple de la Chine. Le monde observe attentivement les pratiques et les expériences du PCC.

Perspectives

En 2025, la Chine publiera un document de réflexion sur l'ICG, qui constituera une étape vers l'institutionnalisation de l'effort. L'institutionnalisation est cruciale pour la durabilité de la coopération, surtout si l'on considère la nature abstraite de l'initiative. Comment institutionnaliser l'initiative ? La Chine peut suivre un principe fondamental énoncé par le sociologue chinois Fei Xiaotong au début des années 1990 : Chacun chérit sa propre culture, et si nous respectons et chérissons la culture des autres, le monde sera harmonieux.

Tout d'abord, la première proposition de l'ICG vise à restaurer la diversité des civilisations. Auparavant, on pensait que les civilisations du monde ne présentaient une diversité que dans les temps anciens, tandis que la civilisation moderne était une civilisation universelle sans diversité. Par exemple, un manuel disponible à l'entrée du musée historique national allemand indique que si les cultures peuvent être diverses, il n'existe qu'une seule forme de civilisation, qui est la civilisation universelle. L'Occident estime que la civilisation est l'essence de la culture, et comme la civilisation chinoise est considérée comme morte, la civilisation moderne doit suivre l'Occident. Dans le passé, le dialogue entre les civilisations consistait simplement à apprendre de l'Occident. Toutefois, le discours d'aujourd'hui sur l'échange et l'apprentissage mutuel entre les civilisations vise à façonner notre propre civilisation, plutôt que d'être façonné par elle. Votre civilisation ne doit pas être définie par les autres.

Deuxièmement, le fondement de l'établissement d'un partenariat entre les partis politiques est l'établissement de relations d'égalité entre eux, l'égalité souveraine et l'égalité des capacités étant les formes d'égalité les plus fondamentales. Discuter de la liberté et de l'égalité dans le domaine de l'intelligence artificielle dans un pays dépourvu d'électricité, c'est essentiellement les tromper. Pour remédier à cette situation, la Chine s'efforce d'aider à renforcer la capacité de gouvernance autonome des autres pays et la capacité d'action de leurs partis politiques. L'école de leadership Mwalimu Julius Nyerere, soutenue par l'école centrale du Parti communiste chinois, en est un bon exemple.

Troisièmement, les partis politiques se tolèrent et se respectent mutuellement. Avant tout, les partis politiques nationaux doivent apprendre à coexister harmonieusement. S'ils n'y parviennent pas et s'engagent au contraire dans des luttes intestines et des conflits partisans, il est encore moins probable qu'ils puissent coexister harmonieusement sur la scène mondiale.

À l'échelle mondiale, le dialogue entre les partis politiques est désormais axé sur la construction d'une communauté mondiale à l'avenir commun. Pour y parvenir, la structure organisationnelle devrait évoluer pour établir un modèle de gouvernance décentralisé et basé sur les régions.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

Cela impliquerait d'avoir un siège à Xiong'an, avec des antennes dans l'Union africaine, la Ligue arabe, l'ANASE et l'Amérique latine. Certains s'interrogent : cette organisation va-t-elle supplanter les Nations unies ? La réponse est non. La relation entre les deux organisations serait analogue à celle qui existe entre la Chambre des représentants et le Sénat des États-Unis, où la première s'occupe de fonctions telles que le budget fiscal, tandis que le second conserve l'autorité ultime.

Enfin, les diverses cultures interagissent entre elles pour former un monde harmonieux. Qu'il s'agisse du système d'alliance en Occident ou des factions à la recherche de gains personnels en Chine, tous deux sont des exemples d'individus recherchant la conformité plutôt que l'harmonie. Une ville chinoise s'appelle Datong, ou harmonie en anglais. Je pense que le dialogue entre les partis politiques devrait avoir lieu dans cette ville. Comment parvenir à une harmonie mondiale ? Un parti politique devrait placer le peuple au centre et faire preuve d'un engagement profond envers les intérêts plus larges de l'humanité, comme l'a souligné à maintes reprises le secrétaire général Xi Jinping. Si tous les partis politiques adoptaient ce principe, le monde deviendrait sans aucun doute meilleur. L'université Renmin de Chine (RUC) a créé la School of Global Leadership en 2024, la première du genre en Chine. Avec la Mwalimu Julius Nyerere Leadership School en Afrique, ces écoles deviennent des institutions internationales qui soutiennent la construction d'une communauté mondiale à l'avenir partagé.

La promotion de la modernisation mondiale par la modernisation chinoise et la construction d'une communauté mondiale à l'avenir commun représentent une toute nouvelle approche que la Chine soutient pour créer un monde meilleur pour tous. À cette fin, il est essentiel de prendre des mesures énergiques pour mettre en œuvre l'AGC pour la grande unité des peuples du monde et la grande unité des partis politiques du monde.

revueconflits.com

La France dans une OTAN qui se réveille

Comme vient le souligner ici le général (2S) Frédéric Pesme, aujourd'hui la France s'investi résolument dans une Alliance atlantique revigorée. Il faut souhaiter que cette évolution soit le début d'une révolution culturelle vis-à-vis d'une OTAN décrit il y a peu comme en état « de mort cérébrale ».

Le retour des conflits majeurs sur le continent européen a revigoré une Alliance qui s'était progressivement détournée de sa mission principale de défense territoriale pour conduire des opérations de gestion de crise régionales, dans les années 1990 puis, après le 11 septembre 2001, hors de la zone de responsabilité définie par le Traité de Washington. Après son échec en Afghanistan, elle est revenue, sous la pression des événements, à la mission qu'elle maîtrise le mieux : la défense collective de ses membres. Pour les armées françaises, cela a coïncidé avec la fin, sans doute provisoire, des grandes opérations en Afrique et elles ont pu contribuer de façon significative au renforcement du dispositif militaire de l'OTAN sur son flanc oriental. Ce réinvestissement de la France symbolise peut-être aussi la fin de la période de « réapprentissage » de notre Alliance depuis l'officialisation du retour dans la Structure Militaire Intégrée en 2009.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

La question reste de savoir s'il s'agit d'une révolution culturelle ou simplement d'un phénomène conjoncturel, au moment où l'évolution de l'Alliance sera structurante pour le futur de la Défense européenne.

Le défi de la Défense Collective

Depuis l'annexion de la Crimée et l'invasion de l'est de l'Ukraine en 2014, l'Alliance s'est en effet engagée dans sa plus importante adaptation depuis la fin de la guerre froide.

Lors des sommets successifs depuis celui de Galles en 2014, elle a adopté un ensemble d'initiatives ambitieuses qui définissent une nouvelle posture de dissuasion et de défense. Le sommet de Madrid en juin 2022, parachève cette évolution, traduite dans le nouveau Concept Stratégique. Lorsque celle-ci sera achevée, l'Alliance aura changé de paradigme et les Européens auront un rôle majeur à jouer dans la mise en place de cette nouvelle Alliance.

Le socle principal est surtout issu des travaux initiés par le Comité militaire et les commandeurs stratégiques, SACEUR et SACT. Les CEMAs ont agréé dès 2019 une Stratégie militaire [1] qui, pour la première fois depuis 1950, précède l'adoption du Concept Stratégique. C'est donc le militaire qui structure désormais les principaux axes d'effort de l'Alliance en s'inspirant largement des pratiques de la Guerre Froide. Cela se traduit par :

Le retour à un plan de défense de la totalité de l'Europe. Le Concept pour la Dissuasion et la Défense de la zone Euro-Atlantique, DDA (Deterrence and Defence of the euro-Atlantic area), porté par le SACEUR, initie une nouvelle famille de plans dont la pierre angulaire sera le SASP (SACEUR Area of responsibility wide Strategic Plan), qui sera décliné d'une part, par des plans régionaux qui seront alignés avec les plans nationaux (et intégreront les nouvelles brigades de la présence avancée à l'Est) et d'autre part, par des plans par « domaine » (terrestre, naval, aérien, espace, cyber, renforcement/logistique, forces spéciales).

La mise en adéquation des forces avec les plans. Après la fin de la guerre froide, l'OTAN générait ses forces sur une base volontaire. Depuis 2014, elle avait donc développé des plans régionaux sans que des forces soient préalablement désignées pour les exécuter, ce qui laissait planer une incertitude sur la capacité (ou la volonté) de contribution des Alliés. Aujourd'hui, on introduit donc une nouvelle manière de générer les forces. Désormais, ce sont les plans opérationnels qui détermineront les besoins (en incluant les grandes unités) qui seront assignées aux plans. C'est donc une réforme en profondeur et une mise en cohérence de l'outil militaire sans équivalent depuis la fin de la guerre froide. L'OTAN passe ainsi d'un système fondé sur la génération de forces pour les besoins des opérations, donc soumis au bon vouloir des Alliés, à un système qui s'apparente plus à une capacité de mobilisation, à l'instar de ce qui se pratiquait pendant la guerre froide. En théorie donc, les manques observés jusqu'à présent dans les opérations ne seront plus acceptables. Les Alliés – les Européens en particulier – deviennent ainsi collectivement responsables et doivent impérativement mettre en place ces forces, car un échec compromettrait la crédibilité des plans.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

La mise en cohérence de la planification de défense et de la planification opérationnelle. Le processus de planification de défense – ce qui permet de définir le volume et la qualité des forces que l'alliance demande à chacun des alliés de fournir dans une vision stratégique et technologique de long terme – va évoluer pour mieux répondre aux besoins de la planification opérationnelle, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent en l'absence de menace clairement identifiée et parce que la dimension géographique n'était plus prise en compte.

Cette nouvelle posture implique également que les Alliés augmentent la réactivité de leurs forces (readiness). Le nouveau modèle de forces de l'OTAN agréé lors du sommet de Madrid ambitionne de porter la capacité de réaction rapide à 300 000 hommes (100 000 hommes en moins de dix jours et 200 000 entre 10 et 30 jours) plus un réservoir de 500 000 disponibles au-delà de trente jours[2]. Ceci est un véritable test pour les Européens qui ont jusqu'à présent plutôt échoué à concrétiser les initiatives précédentes, en particulier la NATO Response Force (25 000 hommes en 2003 – 15 000 hommes en 2006) et son évolution en 2014 (40 000 hommes dont 10 000 à « très haut degré de réactivité[3] ») et, plus récemment, la NATO Readiness Initiative proposée par les Américains en 2018 et qui ne représentait pourtant qu'une fraction de l'ambition affichée par le Nouveau Modèle de Forces. La réactivité a en effet un coût et nombre d'Alliés doivent rattraper plusieurs décennies de désinvestissement dans leurs appareils de défense.

Les Européens sont donc confrontés à un test qu'ils doivent réussir pour démontrer la crédibilité de l'Alliance et ce d'autant plus qu'ils ont agréé la poursuite de son élargissement, ce qui signifie plus de territoires à défendre et donc plus de responsabilités. Or, ils ont implicitement reconnu lors du sommet de Vilnius en 2023 qu'ils n'étaient pas prêts puisqu'ils doivent encore renforcer leur posture de dissuasion et de défense, dont le nouveau modèle de forces sera la clé de voute.

Ces évolutions de l'Alliance seront structurantes pour les armées françaises.

Avec le DDA, l'OTAN revient en effet à une posture de guerre froide qui sera exigeante à la fois dans le domaine capacitaire et dans le domaine RH.

Dans le domaine capacitaire, le premier défi qui s'impose aux Alliés est d'acquiescer et de mettre en œuvre les cibles capacitaires qu'ils ont agréées en 2021 dans le cadre du dernier cycle de la planification de défense, qui a débuté avec la Directive Politique de 2019. Lors de ces discussions, les Alliés étaient parvenus à contenir l'inflation des demandes de l'OTAN, car le DDA n'était pas encore approuvé. Le second défi – à venir – sera donc d'accepter la hausse des cibles capacitaires dans le nouveau cycle de la planification de défense qui a débuté en 2023, pour permettre la mise en œuvre du DDA.

Outre la DDA, la réflexion de l'OTAN s'appuie également sur le concept pour la préparation des forces (NATO Warfighting Capstone Concept – NWCC) et celui des opérations multi-domaines (Multi-Domain Operations – MDO), développés par ACT pour accompagner cette évolution. L'Alliance réfléchit enfin à sa Transformation numérique, qui ambitionne de soutenir le développement d'une capacité d'opérations multi-domaines, de garantir l'interopérabilité, d'accroître



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

la connaissance de la situation et de faciliter la consultation et les processus décisionnels data-centrés.

Aujourd'hui, la France est l'un des alliés européens dont la programmation capacitaire correspond le mieux aux demandes de l'OTAN. Au moins trois questions se poseront à l'avenir :

Les nouvelles demandes de l'OTAN correspondront-elles aux besoins des armées françaises et sauront-elles les financer pour conserver leur rôle au sein de l'Alliance ?

L'effort demandé par l'OTAN ne va-t-il pas enfermer les Alliés dans une logique de défense collective et diminuer leur capacité à répondre à d'autres situations ? On se souviendra que le Secrétaire général suggérait en 2004 de réduire le nombre de chars de combat, voire de les abandonner puisqu'au sommet de Prague, en novembre 2002, l'Alliance avait décidé de devenir « expéditionnaire » à la suite de l'invocation de l'article 5 du Traité le 12 septembre 2001. Après ce sommet de la « Transformation », l'heure n'était plus aux armées de masse, dimensionnées pour un conflit majeur, mais aux armées plus réduites et technologiques, capables d'être projetées rapidement et loin.

S'agissant du personnel, l'adaptation de l'Alliance pour répondre aux besoins de la Défense Collective et de la Transformation numérique conduira à une augmentation des effectifs, tant de la structure militaire (y compris une part de civilianisation des effectifs militaires) que de la structure civile.

Dans ce domaine, la France n'est pas forcément le meilleur élève et devra continuer à investir pour conserver des postes d'officiers généraux à la hauteur de son rang et ses intérêts stratégiques.

Cette « cotisation » des armées à la structure militaire intégrée reste toutefois un « investissement » utile si on le replace dans un contexte plus général.

En effet, les décisions du Conseil de l'Atlantique Nord (NAC) font l'objet d'un avis militaire approuvé par le Comité Militaire sur la base des travaux préparés et validés par les deux commandeurs stratégiques. La présence d'officiers français au sein de la structure de commandement et de l'état-major militaire international, qui prépare les avis du Comité Militaire, est donc un levier indispensable. Ces officiers permettent de mieux comprendre les travaux et réflexions de l'OTAN ; ils animent des réseaux et président ou participent à des groupes de travail ; ils contribuent à la rédaction des travaux à portée militaire qui seront soumis à l'approbation du Conseil. Ils jouent donc un rôle influent en promouvant les positions françaises avant qu'elles ne soient proposées aux Alliés. À titre d'exemple, le concept des Opérations Multi-domaines (Multi-domain Operations – MDO) récemment adopté par l'OTAN correspond parfaitement à son équivalent français (opérations multi-milieux multi-champs, M2MC) dans la mesure où il a été influencé par nos insérés dès le début de sa rédaction et que le CICDE y a également contribué.

Il est également dans l'intérêt des armées de valoriser cette ressource humaine pour pouvoir conquérir des postes de responsabilités à l'État-Major Militaire International, voire au Comité Militaire.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

Ce sont en effet des postes à élection pour lesquels les candidats ayant une ou plusieurs affectations à l'OTAN ont plus de chances.

Enfin, l'évolution proposée par le DDA va conduire à une augmentation des effectifs de la structure militaire et civile. S'agissant de la structure militaire, l'OTAN anticipe que les Alliés ne pourront pas subvenir aux besoins et envisage donc de civilianiser une partie des postes (environ 30 %). Il y a donc un intérêt à accompagner des officiers ayant servi dans les structures de l'OTAN pour qu'ils puissent se reconvertir dans les structures civiles et militaires.

Ainsi, quinze ans après leur retour dans la structure militaire intégrée, les armées commencent à mieux appréhender l'OTAN et redeviennent un contributeur majeur des actions de l'Alliance. Ceci est particulièrement vrai pour l'armée de Terre qui a augmenté sa présence sur le flanc oriental, par opposition à son absence des opérations depuis le retrait d'Afghanistan. Ce rapprochement ne doit toutefois pas n'être que conjoncturel. Il est en effet cardinal pour les armées de bien comprendre et de s'associer aux travaux pour les influencer, car ils détermineront le futur de l'Alliance, mais aussi de la Défense européenne qui est pour l'instant plutôt marginalisée. Pour cela, elles doivent faire le meilleur usage de leur ressource humaine, pendant son affectation dans les structures de l'OTAN et ensuite, à son retour dans les états-majors français.

NOTES

NATO Military Strategy (NMS) qui sera ensuite déclinée par le DDA (concept de dissuasion et de défense de l'Aire Euro-atlantique) porté par SHAPE, pour le volet opérationnel et par le NWCC (NATO Warfighting Capstone Concept) porté par SACT, pour la partie transformation.

Le précédent secrétaire général Jens Stoltenberg a évoqué le chiffre de 500 000 lors du Sommet de Washington mais ce chiffre n'a pas été agréé par les Alliés.

VJTF (Very high readiness Joint Task Force), dont la France avait le commandement au moment du déploiement en Roumanie.

theatrum-belli.com

Défense : avons-nous les moyens de nos ambitions industrielles ?

Comme la cigale de la fable, les pays s'étant reposés sur les dividendes de la paix se trouvèrent fort dépourvus quand la guerre fut venue. Même si la France n'est pas en, ce domaine, la plus mauvaise des élèves, il convient d'examiner avec le Général de division (2S) Bertrand Boyard les perspectives industrielles pour prendre en compte le changement stratégique introduit par l'agressivité de la Russie.

* * *

« L'agression militaire russe en 2022 constitue un moment de bascule ». C'est par ces mots que, dans une interview récente au magazine L'Express, le Chef d'État-Major des Armées mettait en avant le changement stratégique que constitue la guerre en Ukraine. Ce conflit se joue aussi au



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

niveau tactique, avec énormément d'enseignements à en tirer. L'armée de Terre les inclut en boucles courtes dans ses réflexions doctrinales, dans lesquelles le volet des équipements a toute sa part. Qui dit équipements dit réparation et production, et il faut donc s'intéresser à la dimension industrielle de cette guerre. En effet, passés les premiers mois, cette dimension est devenue l'une des plus importantes, celle qui, avec les ressources humaines, permet de maintenir ou de modifier le rapport de force sur la ligne de front, contribuant ainsi grandement aux succès des belligérants sur le terrain. Un rapide coup de projecteur sur le caractère industriel de cette guerre permet également, en creux, de mesurer les défis auxquels notre appareil de défense et notre armée de Terre sont confrontés, pour être en mesure de répondre aux menaces qui se dessinent.

* * *

Au début de la guerre, et presque indépendamment des succès et revers tactiques de part et d'autre, nous avons pu observer comment les protagonistes se sont mutuellement détruits ou endommagés, chacun l'équivalent de l'armée de Terre française, en à peu près deux mois. Ces combats, et ceux qui les suivent depuis, nous rappellent que dans ce type de guerre, les volumes de forces en présence et la densité des systèmes de détection et de neutralisation ont un effet égalisateur, y compris face aux meilleures performances en termes de furtivité et de protection. Les armées qui veulent pouvoir affronter ce type d'engagements doivent donc disposer d'un environnement industriel capable de réparer et produire de fortes quantités de véhicules de combat.

Mais la seule masse ne suffit pas. Ou du moins ne doit-elle pas être opposée à la technologie. L'exemple de l'artillerie nous montre que face à un parc d'obusiers russes beaucoup plus volumineux, les Ukrainiens réussissent à compenser ce rapport de force défavorable grâce au système CAESAR [1] qui, dans un concept d'emploi permettant d'échapper à la contre-batterie, allie les performances du système d'artillerie à celles de la mobilité du porteur. Ces performances sont le fruit de technologies très poussées dans les domaines considérés.

De la même manière, le besoin en transports de troupes protégés, en masse et à bas coûts, pour remplacer les dommages de guerre et transporter les effectifs des mobilisations successives, a naturellement orientés les Ukrainiens dans les premiers mois de la guerre vers des adaptations à partir de plateformes civiles sur étagères. Après deux ans de combats, ils réorientent leurs choix vers des plateformes militarisées spécifiques, à coûts maîtrisés mais plus performantes, parce qu'intégrant davantage de technologies adaptées aux conditions d'emploi.

On peut même observer qu'une bonne conception traverse les années quand les équipements sont employés à ce pour quoi ils avaient été conçus. Ainsi du VAB [2], qui remporte un franc succès auprès des forces ukrainiennes pour son excellente mobilité opérative sous protection de la ferraille du champ de bataille, pour atteindre la zone du combat débarqué.

Les capacités industrielles requises pour affronter ce type de combats de masse doivent donc permettre de produire et réparer, en quantité, des équipements de conception simple et efficace, et dont la technologie pourra conférer un avantage opérationnel décisif.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

Cette technologie devrait idéalement être juste suffisante, mais nous savons bien qu'il est difficile de prévoir, à un an ou deux, l'état de l'art chez l'adversaire, et que la course entre l'épée et la cuirasse est permanente.

Le défi pour l'appareil de défense terrestre revient donc à répondre à la question : comment permettre à l'industrie d'être en mesure d'augmenter, à la demande, ses cadences de production et de réparation des équipements nécessaires ?

Les mesures prises depuis deux ans, à la fois dans le cadre de la LPM [3] 2024 – 2030, et dans l'action du ministère, constituent un début de réponse à cette question. Mais cette réponse serait insuffisante si elle restait en l'état.

La prise de conscience médiatique de la guerre à nos portes ne s'est pas traduite par une mobilisation économique de nos sociétés, et nous sommes toujours dans un système de flux, là où la capacité de réaction industrielle est fondée en grande partie sur la disponibilité de stocks de matières et de composants. L'article 49 de la LPM vient prendre en compte cette difficulté, en permettant à l'État d'imposer la constitution de stocks stratégiques aux industriels, après dialogue entre les deux parties.

Mais il importe également que les lignes d'assemblage soient actives, tant pour des raisons d'outillages, que de ressources humaines et d'organisation. En annonçant en janvier 2024 la production de 72 canons CAESAR jusqu'à début 2025, le ministre des Armées a lancé une initiative permettant de réunir les conditions nécessaires pour une augmentation de la production, et donc pour établir les prérequis d'une démultiplication si besoin était. La question subséquente est celle de la pérennité d'une telle mesure, dont l'efficacité cessera si rien ne vient relancer ce niveau de production – d'où les inlassables efforts industriels et étatiques à l'export. Il faut aussi noter qu'en l'absence de commandes fermes suffisantes au moment de l'annonce, cette initiative a nécessité un très fort engagement de l'industrie, engagement que la Nation était en droit d'attendre, mais aussi une grosse prise de risque, ce qui est toujours beaucoup plus délicat à gérer dans la situation économique et financière normale « de temps de paix » qui prévaut en France aujourd'hui.

Cette initiative est saluée par l'industrie, qui met tout en œuvre pour son succès. Mais il faut être conscient qu'elle ne concerne que l'artillerie Sol-Sol, alors que bien d'autres capacités terrestres sont requises pour contrer les menaces.

Pour répondre à la question de l'accélération et des coûts, on peut être tenté de chercher à changer de modèle : les entreprises assurant la maîtrise d'œuvre industrielle (MOI) de notre BITD[4] ont une taille qui les empêcherait d'avoir la réactivité nécessaire, et des coûts de structure qui surenchériraient leurs activités de recherche et de développements, et de production ; en prenant exemple sur ce qui peut se pratiquer pour les mini-drones, la solution serait alors à rechercher du côté des PME et des start-ups, pour obtenir rapidement des équipements à bas coûts et répondant au besoin immédiat. Une telle approche occulte cependant le fait que ce sont bien souvent les spécifications demandées qui allongent la durée des programmes d'armement, et que toute production nécessite des moyens financiers importants ; inversement, toute entreprise sait fournir rapidement ce qu'elle a sur étagère, et approvisionner en flux si elle en a les moyens financiers.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 37

Enfin, il faut aussi bien considérer que tout passage à l'échelle se traduit d'une manière ou d'une autre par la mise en place d'un outil industriel, avec ses processus et ses procédés, en particulier quand le reste de l'économie n'est pas en guerre et qu'il faut trouver les composants sur le marché. Il y a par ailleurs nécessité d'un suivi dans la durée (maîtrise technique) si les équipements sont appelés à rester en service un certain nombre d'années. C'est bien là le rôle des MOI.

* * *

En ce qui concerne les besoins capacitaires d'une guerre de masse, certains posent un problème. Par exemple, le volume de nos 200 chars Leclerc ne permettrait de tenir que quelques semaines dans un conflit de type ukrainien. Il faut donc augmenter significativement le budget d'équipement pour permettre à l'armée de Terre de retrouver de l'épaisseur. Un objectif de 3 % du PIB à consacrer à la Défense semble devenir dorénavant nécessaire pour répondre à la menace.

Mais la seule commande publique nationale n'y suffira pas. Dans cette optique, il est très regrettable que la proposition d'inscription du CAESAR à l'EDIRPA [5] en juillet dernier par la France, l'Estonie et la Croatie n'ait pas été couronnée de succès. Pour la suite, il faudra veiller à ce que les futures subventions européennes pour des acquisitions communes, d'ores et déjà prévues dans le cadre d'EDIP [6], ne soient pas détournées par certains pour faciliter l'acquisition d'équipements de conception extra-européenne. Le changement d'administration aux États-Unis doit être aussi envisagé sous l'angle des risques qui augmentent dans ce domaine.

Par ailleurs, pour alimenter le flux de base nécessaire à une possible montée en puissance, les exportations ont bien évidemment toute leur place. En accompagnement des efforts permanents de l'industrie, l'État doit poursuivre son action volontariste, à la fois par son dialogue avec les États étrangers, y compris dans des Accords Inter-Gouvernementaux, mais aussi par l'affirmation répétée du caractère éminemment régalien de ces ventes [7]. L'État le pratique depuis longtemps avec succès dans les domaines aérospatial et naval, où l'acquisition d'équipements français est mise en regard du soutien qu'apporte la France à ses partenaires stratégiques. Une même approche mériterait d'être davantage marquée dans le domaine des équipements terrestres, en particulier en Europe où l'armée de Terre contribue significativement à la réassurance de pays alliés. Cela commence à être le cas pour les missiles, les munitions, les drones, le CAESAR et le VBCI. Il faudrait l'étendre au-delà, pour les véhicules blindés des segments légers et médians par exemple, où la demande est forte et la concurrence extra-européenne extrêmement rude.

Une autre piste à considérer est celle que l'État avait emprunté ponctuellement au début de ce siècle, en acquérant des quantités symboliques d'équipements sur étagère (CAESAR, Aravis), permettant ainsi d'en lancer la carrière à l'international ; les réflexions en cours au sein de l'armée de Terre et de la DGA sur les modèles possibles d'acquisitions pourraient tout à fait s'inspirer d'une telle approche. Le segment des robots terrestres constituerait sans aucun doute un bon point d'application.

Une autre piste, problématique compte tenu de la situation de nos finances publiques, est le modèle des FMS [8] américaines, puisqu'elles permettent d'entretenir les lignes de production en constituant, sur commande étatique, des stocks de véhicules disponibles pour des cessions onéreuses aux



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2025

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 38

partenaires stratégiques, à prix et délais maîtrisés. À défaut de pouvoir la concrétiser dans l'immédiat, c'est une piste à laquelle nous devons continuer de réfléchir.

Enfin, le nerf de la guerre reste l'argent, et il faut aussi questionner de nouveau les possibilités de financement de l'industrie de défense par le secteur bancaire privé. Les pistes ouvertes par la Banque Européenne d'Investissement méritent d'être approfondies. Sous un angle différent, l'idée de placements labellisés ou de livrets d'épargne Défense est à développer.

* * *

Dans ce sujet complexe, on voit bien que la réponse est à apporter par tous les acteurs, dans un souci constant de maintenir la charge des lignes de production, et donc les chaînes d'approvisionnement amonts, à un niveau seuil permettant de passer rapidement à l'échelle en cas de besoin. Ce besoin pourra être ponctuel, pour soutenir un partenaire stratégique, ou de plus longue durée si l'armée de Terre française est directement engagée. Il sera très probablement suivi, à un moment ou à un autre, par un retour au niveau seuil d'origine, et le système doit donc être en mesure d'absorber de telles fluctuations. C'est là une application concrète du concept d'économie de guerre dont on a beaucoup parlé depuis deux ans.

Mais on comprend bien qu'il y a une très forte dimension financière et budgétaire dans cette équation, ce qui n'est pas nouveau. Pour disposer d'un outil industriel de défense terrestre capable de répondre aux besoins liés au changement stratégique, il faudra viser l'objectif de 3 % du PIB à consacrer à notre défense, et collectivement trouver de nouvelles opportunités dans les modes d'acquisition, la manière de soutenir les exportations, et l'exploitation des possibilités de financements européens.

NOTES :

1. *CAmion Equipé d'un Système d'Artillerie.*
2. *Véhicule de l'Avant Blindé.*
3. *Loi de programmation Militaire*
4. *Base industrielle et technologique de défense*
5. *European Defence Industry Reinforcement through common Procurement Act : instrument de remboursement partiel des Etats, par la Commission européenne, des acquisitions d'équipements à au moins 65% de part européenne, quand elles sont réalisées en commun.*
6. *European Defence Industry Programme, projet de règlement de la Commission européenne qui rentre actuellement en trilogue (Commission, Parlement européen et Etats membres) avant adoption finale.*
7. *À cet égard, face aux vellétés de certains partis voire Etats membres de l'UE, le contrôle des exportations de défense doit impérativement demeurer une prérogative nationale souveraine.*
8. *Foreign Military Sales, parfois couplées avec le Foreign Military Financing qui consiste à consentir un prêt fléché vers l'acquisition des équipements américains des FMS.*